

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
sur la NOTION MOBILE et de BUT
en DROIT PÉNAL

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Jean CHAZAL

Avocat

Lauréat de la Faculté de Droit de Lyon



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU
42, Quai Gailleton, 42

1929

Thèse Lyon
1929

**ESSAI SUR LA NOTION DE MOBILE ET DE BUT
EN DROIT PÉNAL**

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
sur la NOTION MOBILE et de BUT
en DROIT PÉNAL

THÈSE

SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

PAR

Jean CHAZAL

Avocat

Lauréat de la Faculté de Droit de Lyon



LYON

Imprimerie BOSC Frères & RIOU
42, Quai Gailleton, 42

—
1929

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

APPLETON (Charles), *,  I., professeur honoraire.

GARRAUD (René), *,  I.,  A., professeur honoraire, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Jean), O, *,  I., professeur honoraire

PROFESSEURS TITULAIRES

JOSSERAND, *,  I., doyen, professeur de Droit civil.

PIC (Paul), * O.,  I., professeur de Droit international public.

LAMBERT, *,  I., professeur de Droit comparé.

BOUVIER, * O I., professeur de Droit administratif.

LAMEIRE,  I., professeur d'Histoire de Droit public et de Droit administratif.

LÉVY, *,  I., professeur de Droit civil.

GONNARD,  I., professeur d'Economie politique.

ANTONELLI, *,  I., professeur d'Histoire des doctrines économiques.

PERROUD,  I., professeur de Procédure civile.

COHENDY (Georges),  I., professeur de Droit commercial général.

GARRAUD (Pierre),  A., professeur de Droit criminel.

ROUBIER,  A., professeur de Droit Civil

LAMBERT (Jacques), Agrégé, chargé de cours d'Histoire du Droit.

PHILIP, Agrégé, chargé de cours d'Economie politique.

LEVET, Agrégé, Droit Romain.

PERROUX, Agrégé, chargé de cours de Science et Législation des finances.

MOREL, chargé de cours d'Histoire du Droit.

HUSSON, chargé de cours de Droit romain et Pandectes.

CONDOMINE,  A., chargé de cours de Droit civil.

DUBROCA,  O. A., secrétaire des Facultés de Droit et des Lettres.

MEMBRES DU JURY

M. GARRAUD, Professeur à la Faculté de Droit, *président*.

MM. E. LAMBERT, Professeur à la Faculté de Droit }
ROUBIER, Professeur à la Faculté de Droit } *assesseurs.*

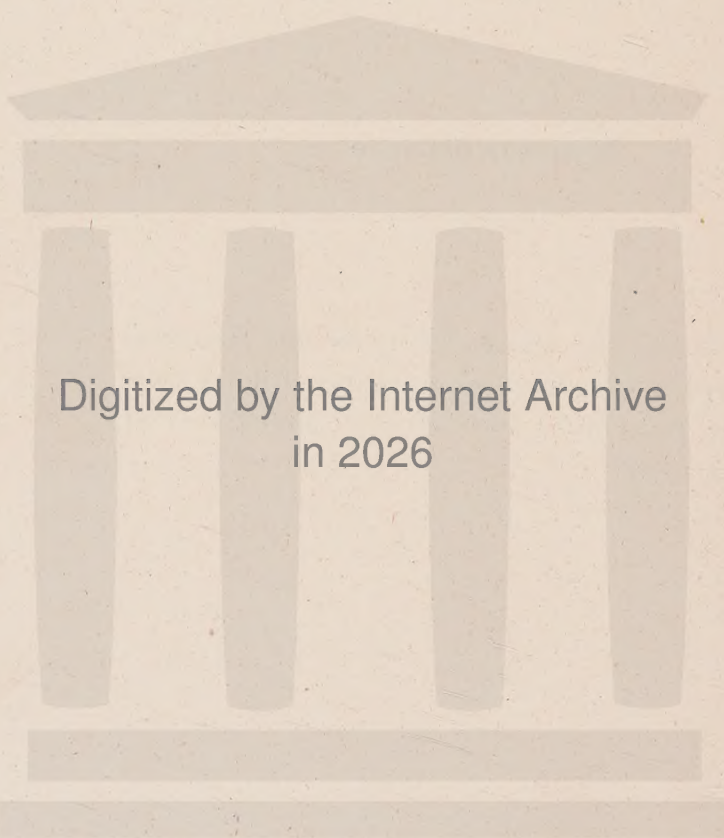
La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MES PARENTS

Remarque liminaire

Nous n'avons pas cru devoir établir une bibliographie en raison du nombre des questions abordées dans cette étude. Nous avons d'ailleurs cité les références au texte et en notes.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

ESSAI SUR LA NOTION DE MOBILE ET DE BUT EN DROIT PÉNAL

Introduction

1. — *L'action criminelle*

L'action criminelle comme toute action humaine aboutit à un résultat matériel, mais est de nature morale. Quels sont les facteurs d'ordre spirituel qui la conditionnent ?

La liberté est le principe même de toute action pénalement punissable. Manifestation de notre intelligence, elle nous permet d'exercer un contrôle sur nous-même et de résister aux différentes forces physiques, physiologiques, sociales qui pèsent sur notre personnalité et tendent à déterminer notre action.

L'homme libre est pénalement punissable lorsqu'il agit dans certaines conditions. La volonté est l'élément psychologique qui nous permet de passer d'un état statique, la conscience de notre liberté d'action, à un état dynamique, la réalisation de l'acte. La volonté est donc, ainsi que l'a définie Monsieur Louis Josserand dans son

bel essai de téléologie juridique, « le vouloir appliqué à une situation déterminée, à un fait déterminé » (1).

Certaines infractions existent si leur auteur agit librement et volontairement. D'autres infractions n'existent que si, à ces deux éléments psychologiques, s'en ajoute un troisième, l'intention délictuelle. L'intention délictuelle peut être définie — la volonté qui ne s'applique pas seulement à la réalisation d'un acte déterminé mais qui s'applique également à la réalisation des conséquences délictueuses de cet acte déterminé, — il suffit d'ailleurs que l'auteur de l'acte ait voulu ces conséquences, peu importe qu'il ait connu en agissant leur caractère délictueux.

Un exemple concret permet de saisir facilement la distinction faite entre l'infraction intentionnelle et l'infraction simplement volontaire. Le chasseur qui, en tirant un coup de fusil, tue un homme, alors qu'il croyait atteindre un gibier, accomplit sans doute un acte volontaire — il a volontairement tiré — mais en aucune façon son action n'a été dictée par une intention délictuelle, car il n'a pas voulu les conséquences délictueuses de son acte — il n'a pas voulu donner la mort. Il pourra donc, si certaines conditions de négligence et d'imprudence existent, être poursuivi comme auteur d'une simple infraction involontaire, telle que l'homicide par imprudence, mais il ne pourra pas être poursuivi comme auteur d'une infraction intentionnelle, telle que le meurtre. Par contre celui qui tue, après avoir visé,

(1) Essai de téléologie juridique. Les mobiles dans les actes juridiques, par L. Jossérand, Paris, Librairie Dalloz, 1928.

accomplit bien une infraction intentionnelle, il a voulu donner la mort, il est meurtrier.

L'intention délictuelle n'est, pour certaines infractions, prise en considération que si elle est entourée de fraude, de malice, de méchanceté. Ainsi l'intention délictuelle est frauduleuse dans le vol. Pour qu'il y ait vol, il ne suffit pas que l'agent ait su qu'il enlevait une chose qui ne lui appartenait pas, il doit avoir soustrait la chose avec le dessein de se l'approprier d'une façon définitive.

Liberté, volonté, intention, constituent les données psychologiques fondamentales de notre activité. Celle-ci est dominée par d'autres facteurs d'ordre spirituel plus difficiles à pénétrer que les notions psychologiques jusqu'ici examinées, mais dont l'influence sur toute action humaine n'en est pas moins considérable. Ces facteurs d'ordre spirituel s'analysent en mobiles buts et en mobiles moyens.

L'auteur de toute infraction intentionnelle donne sans doute un premier but à son activité coupable — la réalisation de l'intention délictuelle qu'il a conçue — tuer sera le but poursuivi par le meurtrier, soustraire la chose d'autrui sera le but poursuivi par le voleur. Mais si un tel but est facile à déceler, il est certain qu'il ne suffit pas à expliquer psychologiquement l'acte coupable. Le but intentionnel jusqu'ici envisagé est en effet objectif et nécessaire. Tous les auteurs d'infractions de même nature juridique poursuivent le même but intentionnel. Il n'y pas de voleur qui n'ait en vue de soustraire la chose d'autrui, il n'y a pas de meurtrier qui n'ait en

vue de tuer. Mais nos actions humaines sont trop personnelles, pour qu'elles ne soient pas colorées par des facteurs d'ordre spirituel plus variés et plus originaux que le but intentionnel jusqu'ici étudié. Ces facteurs spirituels existent, ce sont les mobiles individuels qui dominent l'activité de tout homme et plus spécialement l'activité coupable pour nous limiter au terrain pénal.

Les mobiles individuels sont aux yeux de l'analyste les idées actives qui constituent les ressorts de notre action. Certaines idées actives sont mises en œuvre afin de permettre la réalisation d'une autre idée active, ce sont les mobiles moyens. Au contraire la réalisation de certaines autres idées actives se suffit à elle-même, nous sommes alors en présence du mobile but.

Ainsi, le mobile moyen auquel obéit un vagabond affamé qui dérobe un pain dans une boulangerie est la faim, le mobile but qu'il poursuit en dérobant cet aliment est — apaiser sa faim.

Faire la distinction entre le mobile moyen et le mobile but, c'est opposer la cause impulsive à la cause finale. Le mobile moyen, ressort déterminant de notre activité se rattache à la loi de causalité et fournit la réponse « parce que » à la question « pourquoi », tandis que le mobile but se rattache à la loi de finalité et fournit la réponse « afin de » à cette même question « pourquoi » ; ainsi que le déclare Monsieur Josserand dans son essai de téléologie juridique : « les mobiles moyens sont les antécédents de l'acte et le point de départ de la volonté juridique, tandis que les mobiles but

plongent dans l'avenir et ont une puissance de réalisation plutôt encore que de détermination ».

Les mobiles individuels, qu'ils soient mobiles moyens ou mobiles but, varient d'autre part à l'infini; deux prévenus, auteurs des mêmes infractions, peuvent avoir obéi à des mobiles absolument différents. Ainsi la cupidité peut avoir guidé dans son crime, tel meurtrier, tandis que la jalousie a inspiré l'action criminelle de tel autre meurtrier.

Le mobile intentionnel est au contraire le mobile qui, pour une infraction déterminée, est toujours invariable et identique à lui-même, quels que soient les auteurs de l'infraction. Le mobile intentionnel est donc impersonnel. Il apparaît également comme nécessaire en ce sens que l'existence des mobiles individuels suppose l'existence du mobile intentionnel et qu'il ne peut y avoir mise en œuvre du mobile individuel, sans qu'il y ait mise en œuvre du mobile intentionnel. Ainsi le fait par un individu de tirer un coup de fusil pour tuer invoque l'idée de mobile intentionnel, le fait par ce même individu de tuer afin de venger son honneur implique l'idée de mobile but, mais la mise en œuvre de ce second mobile suppose l'existence du premier (2).

La distinction entre mobiles individuels variables à l'infini, et mobiles intentionnels invariables pour toutes les infractions dont la nature juridique est identique,

(2) Sur la distinction entre volonté, intention, mobiles, voir Pierre GARRAUD, *Traité théorique de pratique de droit pénal*, 3^e édition, tome I, p. 575, n° 290.

GARCON, *Code pénal annoté*. Art. 1, n°s 70 et suiv. ; GRIFFON, *De l'intention en droit pénal*, thèse Paris 1911, voir p. 101.

se retrouve en droit civil. L'analyse d'un acte juridique révèle en effet l'existence d'une cause ou élément intentionnel qui est toujours identique pour tous les actes juridiques de même nature. Ainsi dans le contrat de vente, la cause de l'obligation du vendeur est l'obligation de l'acheteur et dans tous les contrats de vente il en est de même, quelle que soit la personnalité des vendeurs et acheteurs.

Mais l'étude de l'acte juridique révèle également l'existence de mobiles individuels qui vivifient l'activité des parties contractantes et la rendent originale. Le vendeur assume sans doute l'obligation de livrer la chose vendue parce que de son côté l'acheteur assume l'obligation de payer le prix, mais là n'est pas le véritable mobile qui a déterminé le vendeur à contracter. Il a vendu la chose, objet du contrat sous l'impulsion de mobiles individuels, pour faire face à des dettes par exemple. Si le coupable agit sous l'impulsion de mobiles individuels, le contractant agit donc également sous l'impulsion de mobiles individuels et de même que le premier n'arrive à ses fins qu'en appuyant son acte sur l'intention délictuelle, de même le second ne réalise son but qu'en appuyant l'obligation qu'il contracte sur une cause invariable pour tous les contrats de même nature.

II. — *La spiritualisation de droit pénal*

Si la notion de l'intention est une vieille notion de droit pénal, il n'en est pas de même de la notion de mobiles individuels qui n'apparaît que depuis peu de

temps dans les législations criminelles. L'introduction de cette notion dans notre droit pénal contemporain, est une conséquence de la spiritualisation de cette branche du droit. Les anciens pénalistes étaient en effet essentiellement préoccupés par l'infraction même, et la personnalité du délinquant les laissait indifférents.

De nos jours au contraire l'étude de la personnalité du délinquant est passée au premier plan. Deux écoles de psychologie pénale ont puissamment contribué à créer cette orientation du droit répressif. Ce sont les écoles spiritualiste et positiviste. Elles sont sans doute opposées dans leurs principes. L'école spiritualiste affirme en effet que la répression doit être proportionnée à la responsabilité du prévenu et à l'importance de la faute morale qu'il a commise. L'école positiviste soutient au contraire que les notions de responsabilité et de faute morale sont essentiellement artificielles, tout criminel étant un être déterminé, et que la répression doit être uniquement subordonnée à l'état dangereux du délinquant, à sa « témébilité » ainsi que le déclarent les positivistes, au danger social qu'il constitue.

Quoique opposées dans leurs principes, ces deux écoles tombent d'accord sur le point suivant : le juge ne peut prononcer de sanction qu'après avoir étudié la personnalité du délinquant. Pour le spiritualiste, la faute morale est en effet une manifestation de la personnalité. Pour le positiviste, la témébilité du délinquant ne peut être supprimée ou tout au moins atténuée qu'en agissant par certains remèdes sur les causes qui le déterminent dans son action; connaître ces causes c'est

connaître la personnalité du délinquant, c'est connaître plus spécialement les mobiles auxquels il a obéi.

Dans quelle mesure le juge répressif doit-il tenir compte des mobiles individuels?

On peut appliquer différents systèmes.

1° Le caractère honorable ou ignoble des mobiles qui ont déterminé le prévenu dans son action peut permettre, soit d'atténuer, soit d'aggraver la peine (système des peines à maximum et minimum, système des circonstances atténuantes et aggravantes).

2° Le prévenu qui agit sous l'impulsion de mobiles honorables peut bénéficier du pardon, mesure de bienveillance qui laisse subsister le principe même de la culpabilité de l'agent (système du pardon proprement dit ou du pardon conditionnel-sursis).

3° On peut encore établir un système de peines parallèles, la détermination de la peine à appliquer étant subordonnée à la qualité des mobiles (ex. : distinction entre peines de droit commun et peines politiques).

4° La notion de mobile peut enfin être envisagée non comme élément d'aggravation ou d'atténuation ou de modification de la peine, mais comme élément constitutif de certaines infractions ou comme fait justificatif à l'égard de certaines autres, le mobile exerce alors une influence sur le principe même de culpabilité.

III. — *Les mobiles et notre droit pénal* *Plan de l'ouvrage*

Quelle est l'attitude de notre droit pénal devant les différents systèmes énumérés?

Le législateur a surtout fait appel à la notion de mobile comme élément constitutif de certaines infractions.

Toutefois nos tribunaux peuvent, en une large mesure, tenir compte du mobile comme élément d'atténuation, d'aggravation ou de modification de la peine, soit en faisant jouer la peine entre le maximum et le minimum déterminés par la loi, soit en appliquant les circonstances atténuantes ou le sursis, soit encore en attribuant un caractère politique à certaines infractions,

Cette étude a précisément pour but d'analyser la notion de mobiles tant dans certains textes législatifs que dans certaines décisions de jurisprudence. Nous ne prétendons pas, d'ailleurs, donner une énumération complète des différents textes pénaux ou des différentes jurisprudences qui ont fait appel à la notion de mobiles, nous voulons simplement examiner les espèces législatives ou jurisprudentielles les plus caractéristiques.

Nous adoptons le plan suivant:

1^{re} *partie*: Mobiles individuels comme éléments de l'appréciation judiciaire de la culpabilité et de la témérité.

2^{me} *partie*: Mobiles individuels dans la notion légale et judiciaire d'infraction politique, et dans la distinction des infractions politiques et de droit commun.

3^{me} *partie*: Le but, considéré comme élément moral de l'infraction, par certains textes.

4^{me} *partie*: Le but social comme fait justificatif.

PREMIÈRE PARTIE

MOBILES INDIVIDUELS COMME ÉLÉMENT
de L'APPRÉCIATION JUDICIAIRE
de la CULPABILITÉ et de la TÉMÉBILITÉ
de L'AGENT

Nos juridictions répressives ont souvent fait jouer la notion de mobile en dehors de textes législatifs y faisant appel.

Chacun de nous peut d'abord constater que les jurés acquittent des prévenus ou leur accordent les circonstances atténuantes en raison des mobiles qui peuvent les avoir guidés dans leur action, tels que mobiles passionnels ou politiques. Dans le premier cas, l'infraction existe dans ses éléments constitutifs, mais la nature même des mobiles est la cause de l'acquittement. Dans le second cas, les jurés ne contestent pas le principe même de culpabilité mais voient dans les mobiles une cause d'atténuation.

D'autre part, les disqualifications auxquelles procèdent parfois les tribunaux correctionnels ou les cours d'assises et plus souvent l'administration des parquets peuvent être déterminées par des considérations d'ordre psychologique. Les mobiles directeurs de la volonté de l'agent sont tels qu'à l'infraction la plus grave qui légalement devrait être retenue, peut être substituée une infraction moins grave. On transforme ainsi un infanticide ou un avortement en délit d'homicide par imprudence. On transforme de même un crime de faux en délit de blanc-seing ou d'escroquerie.

En troisième lieu, l'idée de mobiles exerce une influence sur les décisions de nos tribunaux correctionnels à un triple point de vue.

A. — *La pénalité et la notion de mobiles*

Les mobiles directeurs de la volonté d'un délinquant exercent une influence sur le taux de la peine. La loi autorise en effet le juge à faire varier, pour chaque infraction, la peine entre un maximum et un minimum et à descendre même au-dessous du minimum par l'application des circonstances atténuantes; il en résulte que la rigueur de la peine peut être proportionnée à la qualité des mobiles qui ont déterminé le prévenu dans son action. Si celui-ci a obéi à des mobiles honorables ou tout au moins naturels, il doit bénéficier très largement des circonstances atténuantes. S'il a, au contraire, agi sous l'impulsion de mobiles détestables, les magistrats doivent lui appliquer une peine élevée.

B. — *La culpabilité et la notion de mobiles*

L'intention délictuelle, élément constitutif de la plupart des délits est une notion toute différente de celle de mobiles individuels. Néanmoins, pour certains délits, nos tribunaux ont parfois réalisé une confusion entre ces deux idées.

1. JURISPRUDENCE RELATIVE AUX OUTRAGES

AUX BONNES MŒURS

Un exemple caractéristique nous est fourni par la loi du 2 août 1882, modifiée par celle du 16 mars 1898 et

réprimant les *outrages aux bonnes mœurs réalisés à l'aide d'écrits obscènes ou contraires aux bonnes mœurs*.

La loi du 2 août 1882 réprimait la production « d'écrits et objets obscènes »; à ces mots ont été ajoutés par la loi du 16 mars 1898 les mots « ou contraires aux bonnes mœurs ».

Pendant longtemps, la Cour de Cassation vit une sorte de tautologie entre ces deux expressions, affirmant que « contraire aux bonnes mœurs » signifiait « obscène ».

Par deux arrêts, du 23 juin et du 21 juillet 1928 (1), elle a modifié sa jurisprudence et a décidé que l'expression contraire aux bonnes mœurs avait une signification propre et n'était pas la répétition du mot obscène. Mais la difficulté consiste à préciser cette signification. Lorsque la loi elle-même prend des dispositions pour protéger la morale sexuelle, toute production d'écrit ou d'objet contraire à ces dispositions légales est évidemment contraire aux bonnes mœurs. Mais là ne se borne pas le domaine des bonnes mœurs; ainsi que le déclare Monsieur le Professeur Savatier dans la note parue au *Dalloz périodique*, sous les arrêts de la Cour de Cassation du 23 juin et du 21 juillet 1928 (2): « Sont contraires aux bonnes mœurs les objets et écrits de nature à provoquer à la débauche; les sanctions pénales de la loi du 2 août 1882 sont donc applicables toutes les fois que le prévenu a eu l'intention de produire un écrit ou d'exposer un objet de nature à provoquer à la débau-

(1) D. P. 1928, I. 161. — S. I. 1928, p. 1231.

(2) D. P. 1928, I. 161.

che, à éveiller ou flatter des appétits lubriques ». La simple intention délictuelle, c'est-à-dire la conscience et la volonté de faire l'acte que la loi entend punir est donc suffisante, le juge n'a pas à rechercher à quels mobiles a pu obéir le prévenu, quel but il poursuivait. Le délit d'outrage aux bonnes mœurs est en effet simplement intentionnel. Toutefois la Cour d'Appel de Paris, dans un arrêt du 30 novembre 1927 (3) avait relaxé un individu qui avait envoyé à domicile, sous bande non fermée, un catalogue de librairie dont certaines indications étaient contraires aux bonnes mœurs, la relaxe était basée sur les considérants suivants: « Considérant que le prévenu n'avait manifestement cherché par une alléchante publicité, que le moyen de pousser à l'achat de ses livres..., considérant qu'il n'avait obéi qu'à un vulgaire souci de lucre ».

Cette relaxe appelait la critique, et Monsieur le Professeur Pierre Garraud, dans une note parue à la *Semaine Juridique* (4) combattit cet arrêt qui confondait l'intention et le mobile but. Monsieur Garraud déclarait: « Tout ce que la Cour avait en réalité à examiner, s'agissant d'un délit dont l'élément moral comporte l'intention simple, c'est si le prévenu avait rédigé et envoyé son catalogue, non pas dans le but d'exciter à la débauche, mais sachant que cet envoi et la lecture de ce document étaient de nature à exciter à la débauche ».

La Cour de Cassation a fait justice de cette confusion. Réformant par un arrêt du 23 juin 1928 (5) la dé-

(3) S. I. 1928, p. 434.

(4) S. I. 1928, p. 435.

(5) D. P. 1928, I, 161.

cision prise par la Cour de Paris, elle déclare: « Attendu qu'en vertu des dispositions de l'art. 1^{er} de la loi du 2 août 1882, modifié par les lois du 16 mars 1898 et 7 avril 1908, constitue un délit la distribution à domicile d'écrits et imprimés autres que le livre, soit obscènes, soit contraires aux bonnes mœurs, ainsi que la remise de ces écrits sous bande et sous enveloppe non fermées à la poste ou à tous agents de distribution, sans qu'il y ait lieu de rechercher le mobile auquel a obéi l'auteur de cette distribution ou de cette remise ».

Mais la jurisprudence de la Cour de Cassation apparaît à certains comme trop rigoureuse. On a soutenu, en effet, qu'un appel aux notions de mobile et de but serait nécessaire pour permettre à nos tribunaux de se prononcer dans certaines espèces sur le délit d'outrage aux bonnes mœurs. Ainsi l'affirmation dans un écrit d'une thèse philosophique ou la présentation d'une œuvre artistique, même déshabillée, ne pourrait être considérée comme outrage aux bonnes mœurs, en raison du but artistique ou de spéculation intellectuelle poursuivi par l'agent. Il n'apparaît pas évidemment que de tels faits puissent tomber sous le coup de la loi pénale, mais cette solution ne peut-elle être admise que par un appel à la notion de but?

Il ne le semble pas, car sous de tels faits, l'intention délictuelle elle-même n'existe pas, de telle sorte que l'absence de cet élément fait disparaître l'infraction, sans recours à l'idée de mobile. L'artiste qui sculpte dans le marbre les formes harmonieuses d'un corps humain ou celui qui, dans un esprit philosophique pur,

enseigne une théorie telle que la polygamie, n'ont pas la volonté de provoquer à la débauche; l'artiste ne fait qu'essayer de traduire une manifestation de la beauté; le philosophe est dominé par le souci de faire triompher l'idée qu'il croit vraie.

2. — JURISPRUDENCE RELATIVE AU SECRET PROFESSIONNEL

De même, en matière de violation du *secret professionnel*, délit prévu par l'article 378 du Code pénal, nos tribunaux ont eu à préciser nettement la nature de l'intention délictuelle et à la différencier des mobiles individuels.

D'anciens arrêts avaient en effet opéré une confusion entre ces deux notions. Ainsi, un arrêt du 23 juillet 1830 (6) disposait que des révélations indiscretes ne tombaient sous le coup de la loi pénale que si elles avaient été inspirées par la méchanceté et le dessein de nuire (7).

Mais depuis longtemps nos tribunaux se sont élevés contre une telle jurisprudence. Ils déclarent en effet que l'intention délictuelle est constituée par la volonté de faire une révélation, quelle que soit la nature de celle-ci. Peu importe les mobiles individuels qui ont pu déterminer l'action du prévenu, peu importe que l'auteur de la révélation ait été inspiré par une pensée de bienveillance ou par des considérations d'ordre scientifique.

La Cour de Cassation décida ainsi, par un arrêt du

(6) Jurisprudence Générale Dalloz, Mot. témoin n° 46.

(7) Il s'agit d'ailleurs en cette matière plus de la distinction entre intention méchante et intention simple que de la distinction véritable entre intention et mobiles individuels.

19 décembre 1885, que l'article 378 est applicable au médecin qui publie, dans un journal, sur les causes de la mort de l'un de ses clients et les circonstances de sa dernière maladie, une lettre par laquelle il révèle un ensemble de faits, secrets par leur nature, et dont il n'a eu connaissance qu'en raison de sa profession, alors même qu'il n'aurait pas eu l'intention de nuire à la mémoire du défunt, et aurait eu plutôt pour but de détruire des suppositions fâcheuses sur la nature de la maladie dont son client est mort (8).

La Cour suprême décida de même, dans un arrêt du 9 novembre 1901 (9), que le médecin qui porte à la connaissance d'un tiers des constatations faites sur une personne doit être puni comme ayant violé le secret professionnel, alors même que le résultat de ses constatations aurait été négatif.

La Cour de Bordeaux ayant eu à examiner si le mobile scientifique pouvait faire disparaître le délit de l'article 378, se prononça pour la négative dans un arrêt du 5 juillet 1893 (10). D'après cette Cour, la publication dans un ouvrage scientifique d'observations médicales fondées sur des faits que l'auteur a connus en sa qualité de médecin traitant, constitue la révélation du secret professionnel, alors que les indications fournies désignent suffisamment la personne qui a été l'objet de ces observations.

(8) D. 1886, I, 347. Révélaions faites par le docteur Watelet après la mort du peintre Bastien-Lepage.

(9) D. 1902, I, 235. Voir néanmoins arrêt de C. Cass. 29 mars 1927, S. 1928, I, 5, où se révèle une tendance différente.

(10) D. 1894, II, 177.

Notre jurisprudence en matière de délit de violation du secret professionnel peut donc être considérée comme fermement établie; elle a su différencier soigneusement l'intention délictuelle des mobiles individuels et elle a ainsi réagi contre certains arrêts anciens qui opéraient une confusion entre ces deux notions.

3. — JURISPRUDENCE RELATIVE AU DÉLIT DE VOL

De même encore le délit *de vol* a parfois donné lieu à des confusions entre la notion d'intention et celle de mobiles. Je n'en citerai qu'un exemple récent. Certains tribunaux avaient acquitté des jeunes gens qui s'étaient emparés d'automobiles, qu'ils avaient ensuite abandonnées ou même, dans certains cas, ramenées au lieu où ils les avaient prises. Ces tribunaux déclaraient en effet que les prévenus n'avaient pas eu l'intention délictuelle et s'étaient simplement emparés de voitures automobiles en vue de s'amuser, faire une promenade ou jouer une mauvaise plaisanterie ⁽¹¹⁾. De telles solutions n'ont pas pu s'imposer, elles réalisaient une confusion entre l'intention et les mobiles. L'intention délictuelle en matière de vol consiste en effet à soustraire la chose d'autrui, sachant qu'elle appartient à autrui, peu importe les mobiles qui ont pu déterminer le prévenu à agir, peu importe qu'il ait voulu réaliser une plaisanterie ou tirer un profit de la soustraction.

(11) V. notamment *Trib. de Saint-Etienne*, 2 juillet 1928, S. I. 1928, p. 1352.

4. — JURISPRUDENCE RELATIVE AU DÉLIT DE DÉGRADATIONS
D'OBJETS DESTINÉS A L'UTILITÉ
OU LA DÉCORATION PUBLIQUE

Il est également à remarquer que nos tribunaux n'ont pas toujours fait la distinction entre les mobiles individuels et l'intention de commettre le délit prévu par l'article 257 du Code pénal (*dégradation ou destruction d'objets* destinés à l'utilité ou à la décoration publique et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation). Ainsi le tribunal de La Châtre a relaxé, faute d'intention délictuelle, des prévenus qui, obéissant à un mobile d'ordre esthétique, avaient enlevé un poteau du T. C. F. (12). Il a confondu de la sorte les deux notions d'intention et de mobiles.

Par contre, le tribunal de Roanne, ayant à statuer sur ce même délit, a fait une juste distinction entre l'intention délictuelle et les mobiles. Ce tribunal a, en effet, décidé par jugement en date du 19 janvier 1923 (13) que constituait une infraction aux dispositions de l'article 257 du Code pénal le fait par un ancien combattant, d'avoir arraché une couronne mortuaire déposée par une association d'anciens combattants, dans un cimetière, sur l'emplacement destiné à un monument funéraire, avec une banderole portant l'inscription: « A nos camarades victimes du capitalisme mondial ». Le tribunal a justifié sa décision en déclarant que la volonté de dégrader suffisait pour constituer le délit et que le

(12) Jugement du 22 janvier 1926; G. P. 1926, 1, 626.

(13) G. P. 1923, I, 452.

juge ne pouvait tenir compte des mobiles honorables qui avaient dicté l'action du prévenu que pour atténuer la peine dans une large mesure.

5. — JURISPRUDENCE RELATIVE AU DÉLIT DE DIFFAMATION

Nos tribunaux ont enfin confondu parfois, en matière de *diffamation*, l'intention diffamatoire et les mobiles individuels. L'intention de diffamer consiste en effet soit dans la volonté de formuler une appréciation diffamatoire dans le dessein de causer à la personne diffamée un préjudice matériel ou moral (atteinte à l'honneur, à la considération), soit tout au moins dans la conscience qu'on peut causer un préjudice matériel ou moral par la publicité donnée (14).

Se conformant à une telle définition, nos tribunaux correctionnels ont sans doute, dans certains cas, très justement apprécié l'intention diffamatoire, ils ont ainsi décidé qu'un journaliste qui avait publié une information diffamatoire ne pouvait pas, pour écarter l'application de la loi, se prévaloir utilement de ce qu'il avait agi, non dans le but de porter préjudice à la personne désignée, mais d'intéresser les lecteurs (15).

Par contre, nos juridictions pénales ont confondu l'intention diffamatoire et les mobiles, lorsqu'il s'est agi pour elles de statuer sur des polémiques électorales. Elles ont en effet soutenu, et la Chambre criminelle a fait sienne cette théorie, que le prévenu ne se rendait

(14) Voir *Trib. Correct. Seine*, 12 déc. 1922, *G. P.* 1923, 2, 215. .
Comparez : intention en matière de faux témoignage, la volonté de déclarer un fait faux étant suffisante en dehors de tout dessein méchant. *V. C. Nancy*, 5 mai 1926; *D. H.* 1926, 340.

(15) *Crim.* 18 mars 1881, *Bull. crim.*, n° 81.

pas coupable de diffamation lorsqu'il s'attaquait à la vie privée ou publique d'un candidat, soit pour éclairer les électeurs, soit pour se défendre lui-même contre des attaques (16). Ce système confond l'intention délictuelle et les mobiles de l'agent, l'intention diffamatoire existe en effet lorsque le prévenu a eu conscience que par ses propos ou ses écrits il pouvait porter un préjudice, il importe peu qu'il ait agi sous l'impulsion de tels ou tels mobiles, même louables, la fin ne justifie pas les moyens.

Nous pouvons conclure de cette brève esquisse jurisprudentielle que nos tribunaux ont le plus souvent su réagir contre la confusion possible entre mobiles et intention délictuelle (16 bis).

C. — *La notion de mobile* *et la théorie de la fraude à la loi*

Notre jurisprudence a introduit la notion de mobile avec une grande justesse et une haute psychologie dans la théorie de la fraude à la loi.

L'application de cette théorie a pour conséquence l'annulation de tout acte accompli en fraude de la loi. Si la première condition d'existence de la fraude à la loi est « l'obtention par un procédé détourné de résultats

(16) Voir la jurisprudence citée au N. R. P. D. Mt « presse », n° 744; Plus récemment Trib. Correct. Seine 30 octobre 1925, D. H. 1925, 698.

(16 bis) De même le juge d'instruction a sans doute le devoir d'examiner si le prévenu a eu l'intention délictuelle mais il n'a pas à se préoccuper des mobiles.

prohibés par les dispositions légales », sa deuxième condition d'existence est d'ordre moral: « Le fraudeur doit avoir agi pour tourner la loi ». L'idée de mobile but entre donc comme élément constitutif de la fraude à la loi.

Cette théorie reçoit application en procédure criminelle et en droit pénal, ainsi que l'a parfaitement bien mis en lumière M. Alexandre Ligeropoulo dans une thèse de doctorat consacrée à l'étude du problème de la fraude à la loi (17).

Un exemple nous est fourni par la jurisprudence relative à la loi du 8 décembre 1897.

Cette loi a organisé chez nous les garanties de la défense en disposant, dans son article 3, qu'après l'interrogatoire d'identité, le magistrat instructeur doit avertir le prévenu de son droit de ne pas répondre à ses questions, avant d'avoir fait choix d'un défenseur qui puisse l'assister. Or, il peut se faire que le juge d'instruction, en procédant à l'interrogatoire d'un témoin, acquière la conviction que ce témoin est impliqué dans l'affaire à instruire. Si, néanmoins, ce magistrat poursuit l'interrogatoire au lieu de l'interrompre pour provoquer une inculpation régulière à la suite de laquelle l'inculpé pourra se faire assister d'un défenseur, n'y aurait-il pas là une faute à la loi de 1897 susceptible d'entraîner l'annulation de la procédure d'instruction depuis le moment où l'irrégularité a été commise ?

(17) Le problème de la fraude à la loi par Alexandre Ligeropoulo, Thèse, Aix 1928; La notion de fraude à la loi de la jurisprudence française par Henri Desbois, Paris, 1927.

La Chambre criminelle de la Cour de Cassation, saisie de la question, a affirmé dans un arrêt du 11 décembre 1908 ⁽¹⁸⁾ que « la nullité de la procédure serait encourue s'il résultait des constatations de fait des juges de fond, soit de l'état de la procédure elle-même, que le mode de procéder dont il fait grief a eu pour *but et pour résultat* de porter atteinte à la défense... ». Cette formule a été reproduite par plusieurs autres arrêts de la Cour de Cassation et par des arrêts de cours d'appel. Elle précise d'une façon fort nette qu'un élément moral est à la base de la théorie de la fraude à la loi, cet élément moral est le but et le résultat envisagé par le « fraudeur » ^(18 bis).

En Droit pénal proprement dit, l'adage « *nulla poena sine lege* » interdit l'application de la théorie de la fraude à la loi. Néanmoins dans certains cas où la fraude apparaît particulièrement flagrante, la jurisprudence n'a pas hésité à se départir de la rigueur de ce fameux adage et a fait application de la théorie étudiée. Un exemple nous est fourni par l'application de la loi du 9 novembre 1915. Cette loi, qui interdit l'ouverture de nouveaux débits de spiritueux, dispose dans son article 10, alinéa 4, que « n'est pas considéré comme l'ouverture d'un nou-

(18) *Bull. rim.*, n° 495.

(18 bis) De même on peut considérer comme fraude à la loi le fait pour un juge d'instruction de se départir au cours d'une information des règles de franchise et de droiture qu'impose la procédure moderne. Il ne peut ainsi interroger qu'après avoir indiqué sa qualité; il ne peut employer de ruses judiciaires, il ne peut par exemple faire croire à un témoin, par communication téléphonique, qu'il est en conversation avec l'inculpé.

V. sur ce point René GARRAUD. *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, 2^e édition, n° 896.

veau débit la translation d'un débit déjà existant, si elle est effectuée... dans un rayon de 150 mètres.

Or, des débitants astucieux essayèrent d'éluder le texte précité; ils installèrent leur débit dans une baraque démontable et le déplacèrent par étapes de 150 mètres jusqu'à ce qu'ils furent arrivés à l'emplacement définitif auquel ils se proposaient de transférer leur établissement.

La Cour de Cassation, dans un arrêt du 26 janvier 1923 ⁽¹⁹⁾, déclara que la loi de 1915 était violée par un tel procédé et condamna, faisant de la sorte application de la théorie de la fraude à la loi.

(19) G. P. 1923, I, 366. La jurisprudence établie dans cet arrêt par la Cour de Cassation a désormais été suivie par les juridictions inférieures.

DEUXIÈME PARTIE

MOBILES INDIVIDUELS dans la NOTION LÉGALE et JUDICIAIRE de l'INFRACTION POLITIQUE DISTINCTION des INFRACTIONS POLITIQUES et de DROIT COMMUN

Un certain nombre d'infractions contre la chose publique revêtent un caractère politique. Les principaux intérêts que présente la distinction entre infractions politiques et de droit commun sont les suivants. Il existe une échelle de peines criminelles spéciales aux crimes politiques (déportation dans une enceinte fortifiée, déportation simple, détention, bannissement), la peine de mort a été d'autre part supprimée en matière politique (décret du 26 février 1848). Une condamnation à emprisonnement ou peine plus forte pour infraction politique ne peut pas mettre fin à un sursis antérieurement accordé et ne peut pas entrer en ligne de compte au point de vue de la rélégalion. La procédure du flagrant délit ne peut pas être appliquée aux infractions politiques. L'extradition ne peut enfin être accordée pour de telles infractions.

Mais comment déterminer le caractère politique d'une infraction ?

Pour certains auteurs, l'idée de mobile est étroitement liée à cette expression. En effet, si pour les uns, partisans d'une théorie objective, le caractère politique d'une infraction s'apprécie par sa nature intrinsèque, de telle sorte que seuls revêtent le caractère politique les délits qui ont pour conséquence exclusive et unique de détruire, modifier ou troubler l'ordre politique dans l'une ou plusieurs de ses manifestations ⁽¹⁾, pour les

(1) Manifestations qui, à l'extérieur, sont l'indépendance de la Nation, l'intégrité du territoire, les rapports de l'Etat et qui, à l'intérieur sont les formes du gouvernement, l'organisation des pouvoirs publics, les droits politiques des citoyens.

autres une interprétation beaucoup plus extensive doit être donnée de l'infraction politique; pour ces auteurs, seraient d'abord politiques toutes les infractions qui sont considérées comme telles par application de la théorie objective, mais en plus seraient politiques les délits dits complexes et les délits dits connexes. Ces délits lèsent sans doute le droit commun en portant atteinte à un particulier ou à l'Etat considéré comme personne privée, mais revêtent néanmoins un caractère politique, les auteurs ayant voulu, en les accomplissant, réaliser une fin politique (délit complexe) ou les ayant perpétrés au cours d'une insurrection politique comme moyen de parvenir à leurs fins politiques (délits connexes). L'assassinat d'un chef d'Etat dans le but de modifier la forme du gouvernement est un délit complexe, le pillage d'une armurerie par des insurgés politiques est un délit connexe.

M. le Professeur René Garraud a critiqué cette théorie subjective (2). L'idée de mobile final est en effet liée à la notion de mobile complexe, l'idée de mobile moyen est unie à la notion de mobile connexe, or les mobiles ne pouvant pas en principe exercer une influence sur l'incrimination, la théorie subjective du délit politique doit être rejetée. M. Garraud admet néanmoins que la théorie objective ne peut pas être acceptée dans toute sa rigueur et qu'un fait qui n'est pas politique par ses caractères intrinsèques peut néanmoins être considéré comme politique. Il en est ainsi, déclare-t-il, pour tous les actes accomplis lors d'une insurrection politique,

(2) R. GARRAUD, *Droit pénal*, 2^e édition, tome I, n^{os} 107 et suiv.

lorsque ces actes seraient légitimes s'ils se produisaient dans un état de guerre régulier.

D'autres auteurs ont adopté la théorie subjective en réduisant son étendue par certains tempéraments. Ils ont déclaré que l'infraction dictée par des mobiles politiques serait politique, sauf si elle était de gravité exceptionnelle. L'Institut de droit international a fait sienne cette opinion et dans sa session de Genève en 1892 a donné la définition suivante de l'infraction politique: « Sont réputés délits politiques les infractions complexes ou connexes à des délits politiques, à moins qu'il ne s'agisse des crimes les plus graves au point de vue de la morale et du droit commun, tels que l'assassinat, le meurtre, l'empoisonnement, les mutilations et les blessures graves, volontaires et préméditées, les tentatives de crimes de ce genre, et les attentats aux propriétés par incendie, explosion, inondation, ainsi que les vols graves, notamment ceux qui sont commis à main armée et avec violence ». Par de telles exceptions, le principe en vertu duquel les délits connexes et complexes constituent des délits politiques est singulièrement réduit.

Certains auteurs ont enfin soutenu le système « de la prédominance ». Dans chaque espèce, le magistrat se livre à un examen de l'infraction et de ses conséquences et selon que l'ordre politique est plus ou moins lésé que le droit commun, le délit est ou n'est pas politique.

Quelle est celle de ces théories qui a été admise par nos tribunaux répressifs ?

Pendant longtemps, nos juridictions pénales ont donné de l'infraction politique une interprétation essentiellement objective, allant même parfois jusqu'à ne considérer comme infractions politiques que celles punies de l'une des quatre peines énumérées.

Cette tendance s'est particulièrement manifestée dans les condamnations prononcées à la suite de mouvements insurrectionnels. En 1849 (3), la Cour de Cassation déclarait que l'assassinat commis au cours d'une insurrection politique ne constituait pas un crime politique, et en 1850, ayant à juger les auteurs d'un pillage d'armurerie, elle donnait une solution identique. D'autre part, à la suite de la Commune de Paris, nos tribunaux décidèrent que les assassinats commis au cours de cette insurrection, tels que les assassinats des généraux Lecomte et Clément Thomas ou ceux des otages de dont la Commune avait ordonné l'arrestation n'étaient pas crimes politiques. De même ils déclaraient crimes de droit commun les crimes d'incendies commis dans les derniers jours de la Commune (4). Et tandis que nos juridictions donnaient alors une interprétation étroite du crime politique, les pays étrangers adoptaient une attitude opposée, refusant à la France d'accorder des extraditions pour des faits qui se rattachaient aux événements de la Commune.

Toutefois, la tendance objective de la jurisprudence française n'a pas toujours été suivie par le législateur et le gouvernement.

(3) Arrêt du 9 mars 1849 rendu à la suite de l'assassinat du général Bréa.

(4) Voir les dates de références des décisions intervenues, Code pénal annoté de Garçon, art. 1^{er}, n^{os} 183 et suiv.

Ainsi les rédacteurs de la loi du 27 mai 1885, article 3, tout en affirmant que la rélégalion ne pouvait pas jouer en matière politique, prenaient soin de déclarer que semblable immunité s'attachait aux crimes et délits connexes aux infractions politiques.

D'autre part, une circulaire du ministère de la justice en date du 22 février 1921, adressée aux directeurs des circonscriptions pénitentiaires (5), donnait une interprétation assez extensive de la notion d'infraction politique en disposant que les condamnés en vertu de la loi du 28 juillet 1894 sur les menées anarchistes exécuteraient leurs peines au régime politique.

Par de telles dispositions le législateur et le gouvernement manifestaient l'intention de réagir contre une interprétation par trop étroite de l'infraction politique.

Une loi récente est venue consacrer cette manière de voir. C'est la loi du 10 mars 1927 qui codifie, tout en les modifiant, les règles de l'extradition jusqu'alors éparses dans les conventions internationales et les circulaires administratives. Cette loi, due à une proposition de M. le Sénateur Renoult, ne fut d'ailleurs votée qu'après avoir été examinée avec beaucoup de soins par la société d'études législatives dont les travaux ont donné lieu à un rapport remarquable de M. Donnedieu de Vabres (6).

Le paragraphe 2 de l'article 5 est ainsi conçu : « L'extradition n'est pas accordée... 2° lorsque le crime ou délit a un caractère politique ou lorsqu'il résulte des circons-

(5) Voir Bulletin officiel du Ministère de la Justice, année 1921, p. 33.

(6) Voir ce rapport, S. I. 1927, p. 593.

tances que l'extradition est demandée dans un but politique... ».

Cette brève disposition qui prévoit deux hypothèses où l'extradition doit être refusée pose une double question :

Qu'entendre par infraction à caractère politique ?

Qu'entendre par extradition demandée dans un but politique ?

I. — QU'ENTENDRE PAR INFRACTION A CARACTÈRE POLITIQUE ?

La généralité de la formule employée confère un large pouvoir d'appréciation aux juridictions qui examinent les demandes d'extradition.

Le législateur semble néanmoins avoir fait sienne la théorie soutenue par l'Institut de droit international. M. Vallier, dans le rapport qu'il présenta au Sénat, s'exprimait en effet ainsi : (7) : « ...M. Renoult a sans doute pensé... que les magistrats ne manqueraient pas pour déterminer le caractère politique ou non de l'infraction, de s'inspirer d'abord de la règle générale posée impérativement par la loi, puis de rechercher s'il existe des motifs politiques, l'intention d'atteindre un but politique (motifs et intention étant les deux éléments indispensables de l'infraction politique), ou si, au contraire, l'intérêt personnel, la vengeance privée et la criminalité de droit commun caractérisent l'infraction... Il nous sembla qu'il serait dangereux de lier les magistrats par un texte qui, donnant la première place aux caractères

(7). *Journal Officiel* du 19 mai 1926, p. 159.

extérieurs de l'infraction, les exposerait à en méconnaître le sens intime, la cause profonde et, éventuellement, le caractère politique. D'autant que le texte de M. Renoult permet d'accorder l'extradition pour toutes les infractions connexes ou complexes dont le caractère sauvage et inexcusable révolterait la conscience universelle (8) ».

Le législateur a donc voulu donner une interprétation libérale de l'infraction politique tout en faisant droit aux nécessités de la répression.

Nos juridictions ont déjà eu l'occasion de faire application de ces deux idées. La Chambre des mises en accusation de Paris a donné un avis défavorable à l'extradition d'une Italienne, Maria Simonetti, accusée d'avoir participé à Liège à un attentat contre le gouvernement italien (9). Cette juridiction a en effet considéré qu'il y y avait crime politique.

Par contre, la Chambre des mises en accusation d'Aix, le 15 novembre 1928, a donné avis favorable à l'extradition de l'Italien Morelli (10): « à condition, déclare-t-elle, qu'il soit établi qu'il ait tiré jusqu'à bout portant un coup de revolver à la tête du carabinier Massi, déjà blessé et râlant », « il s'agirait alors, ajoute la Chambre des mises en accusation d'Aix, d'un crime de droit com-

(8) Le texte auquel se réfère M. Vallier est le suivant, annexé au paragraphe 2 de l'article 5 de la loi : « en ce qui concerne les actes accomplis au cours d'une insurrection ou d'une guerre civile par l'un ou l'autre des partisans engagés dans la lutte, ils ne pourront donner lieu à l'extradition que s'ils constituent des actes de barbarie odieuse ou de vandalisme, défendus suivant les lois de la guerre.

(9) Journaux quotidiens du 21 octobre 1923.

(10) S. I. 1929, p. 246.

mun (bien qu'il ait été commis au cours d'une émeute politique), l'achèvement d'un blessé étant un acte de barbarie odieux, contraire aux lois de l'honneur et de la guerre, depuis longtemps indiscutés par les nations civilisées ».

De nombreux traités d'extradition antérieurs à la loi du 10 mars 1927 contiennent une clause spéciale, dite clause d'attentat ou clause franco-belge ⁽¹¹⁾. Cette clause permet de déclarer crime de droit commun tout attentat contre un chef d'Etat ou un membre de sa famille lorsque cet attentat constitue un fait soit de meurtre, soit d'assassinat, soit d'empoisonnement. La loi du 10 mars 1927 ayant gardé le silence sur la clause d'attentat, on peut se demander si elle peut être appliquée, à l'heure actuelle, en dehors de toute convention.

Nos juridictions n'ont pas encore eu à statuer sur ce point, mais il semble bien que la solution doive dépendre de l'interprétation plus ou moins extensive qui sera donnée de la notion de délit politique ⁽¹²⁾.

Un arrêt tout récent pourrait permettre de croire que nos tribunaux ne sont pas disposés à introduire l'idée de mobile dans la notion d'infraction politique. Dans la loi de budget du 31 décembre 1928, un texte a été en effet incorporé qui dispose que « la contrainte par corps ne pourra jamais être appliquée en matière de contraventions, délits et crimes politiques » (art. 19 de la loi) ; or cette disposition législative a fait l'objet de la

(11) Elle a en effet été insérée pour la première fois dans le traité franco-belge du 22 septembre 1859.

(12) V. Commentaire de la loi sur l'extradition par M^e Verdun, L. N. 1927, I, p. 209.

décision jurisprudentielle suivante : la Cour de Paris ayant à décider si la contrainte par corps devait être appliquée à un communiste condamné pour provocation au meurtre, a déclaré que le délit n'était pas d'ordre politique, mais de droit commun, alors qu'il avait été manifestement inspiré par des mobiles politiques (13).

Mais il ne faut pas tirer des conclusions trop hâtives de cet arrêt. Il a été en effet rendu en matière de menées anarchistes, or il existe un certain nombre d'infractions dites anti-sociales ou contre l'humanité, telles que les provocations anarchistes, que les jurisprudences française et étrangère ont toujours refusé de reconnaître comme politiques, quels que soient les mobiles directeurs de la volonté des prévenus. Le danger social que présentent de telles infraction nécessite en effet une répression très rigoureuse tant au point de vue du droit pénal national qu'international.

II. — QU'ENTENDRE PAR EXTRADITION DEMANDÉE DANS UN BUT POLITIQUE ?

Si le législateur n'a pas fait intervenir la notion de mobile dans la définition même de l'infraction politique, il a néanmoins fait appel à la notion de but politique au paragraphe 2 de l'article 5. Ce paragraphe porte que l'extradition n'est pas accordée « lorsqu'il résulte des circonstances qu'elle est demandée dans un but politique ». Ces mots ne figuraient pas dans la proposition initiale, leur addition fut réclamée par la

(13) Voir *Echo de Paris* 19 février 1929, Affaire Marty, lettre ouverte du Maréchal Foch.

société d'études législatives, et c'est sur cette initiative que la commission du Sénat a ainsi complété le texte de l'article 5-2°.

Certaines Chambres de mises en accusation ont déjà eu l'occasion de statuer sur cette hypothèse. Ainsi le gouvernement bulgare ayant demandé l'extradition du député Kostoff condamné par défaut pour corruption de fonctionnaires, la Chambre des mises en accusation de la Cour de Paris donna un avis défavorable à la demande, déclarant que le délit qui était reproché à Kostoff n'était qu'un prétexte pour réaliser des fins politiques ⁽¹⁴⁾.

De même le gouvernement allemand ayant demandé l'extradition du baron de Steinheil, compromis dans l'affaire des faux tchernowetz et réfugié en France, il ne fut pas fait droit à sa demande, la Chambre des mises en accusation de la Cour de Paris, déclarant que l'extradition ne servirait qu'à des desseins politiques ⁽¹⁵⁾.

La Chambre des mises en accusation de la Cour de Lyon est, à l'heure actuelle, saisie d'une demande d'extradition à l'égard de l'ex-député italien Imperati, il semble que l'on puisse également soutenir dans cette affaire que l'extradition est demandée dans un but politique.

Le but final poursuivi par l'Etat requérant doit donc faire, lors de chaque demande d'extradition, l'objet d'une analyse sérieuse.

(14) *V. Echo de Paris*, 25 février 1928.

(15) *V. Echo de Paris* 20 avril 1929.

TROISIÈME PARTIE

Le BUT DÉFINI COMME ÉLÉMENT MORAL de l'INFRACTION dans CERTAINS TEXTES

CHAPITRE PREMIER

L'idée de mobile et de but dans le code pénal

Les rédacteurs du Code pénal se sont préoccupés essentiellement de l'infraction en dehors de la personnalité morale du délinquant. Il en résulte que la notion de mobiles individuels ne peut qu'occuper une place fort restreinte dans notre Code criminel. Cette notion n'en est toutefois pas absente.

A. — *La notion de mobiles et les excuses légales*

Il est d'abord à signaler que certaines excuses admises par les rédacteurs du Code pénal sont des excuses d'ordre psychologique, leurs causes déterminées par la loi elle-même étant basées sur la notion de mobile. Le

meurtre et à plus forte raison les coups et blessures commis par l'époux sur l'épouse et sur son complice à l'instant où il les surprend en flagrant délit d'adultère dans la maison conjugale est excusable aux termes de l'article 324² du Code pénal.

De même le crime de castration est excusable, s'il a été immédiatement provoqué par un outrage violent à la pudeur, ainsi que le déclare l'article 325 du Code pénal.

Dans ces deux hypothèses l'infraction est excusée en raison des mobiles qui ont déterminé l'action de l'agent.

Celui qui a tué ou blessé a perpétré son action pour venger son honneur outragé, pour faire respecter sa dignité d'homme et de l'honorabilité des mobiles découle précisément l'indulgence du législateur. D'ailleurs, ces mobiles ne sont pas purement rationnels, ils sont imprégnés de réactions instinctives, sentimentales, ataviques, de telle sorte que les excuses prévues aux articles 324 et 325 du Code pénal ont pour fondements et les réactions inconscientes qui ont déterminé l'agent dans son action et les mobiles honorables auxquels il a obéi.

B. -- *La notion de mobile, élément constitutif de certains crimes*

En second lieu, la notion de mobile entre comme élément constitutif de certains crimes prévus au Code pénal.

La notion de mobile apparaît d'abord dans les arti-

cles 76 et 77 du Code pénal relatifs aux crimes d'intelligence avec l'ennemi.

Le crime d'intelligence avec l'ennemi en temps de paix est prévu par l'article 76 du Code pénal qui est ainsi rédigé: « Quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les puissances étrangères ou leurs agents, *pour* les engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre la France, ou pour leur en procurer les moyens, sera puni de mort... ».

L'article 77 du Code pénal vise le crime d'intelligence avec l'ennemi postérieurement à une déclaration de guerre, la teneur de ce texte est la suivante: « Sera également puni de mort, quiconque aura pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de l'Etat, *à l'effet de* faciliter leur entrée sur le territoire ou les dépendances de la République, ou de leur livrer des villes, forteresses, places, ports, postes, magasins, arsenaux, vaisseaux ou bâtiments appartenant à la France, ou de fournir aux ennemis des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions, ou de seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises de terre ou de mer, soit en ébranlant la fidélité des officiers, soldats, matelots ou autres, envers l'Etat, soit de tout autre manière ».

Le but que le prévenu s'est proposé d'atteindre en agissant est donc pris en considération. Dans l'article 70 l'idée de but est exprimée par le mot « pour », dans l'article 77 cette même idée est exprimée par les mots « à l'effet de ». En présence d'un individu prévenu d'intelligence avec l'ennemi, le juge doit donc rechercher

à quel mobile a obéi le prévenu et il ne pourra prononcer une sanction pénale que si le prévenu a poursuivi l'un des buts prévus aux articles 76 et 77 du Code pénal.

Le Code de Justice militaire, à l'exemple du Code pénal, tient également compte du mobile but dans la répression du crime d'intelligence avec l'ennemi qu'il sanctionne. Il s'agit des intelligences avec l'ennemi en temps de guerre et réalisées par des militaires. Cette infraction est définie au paragraphe 2 de l'article 236 du nouveau Code de Justice militaire qui correspond au paragraphe 2 de l'article 205 de l'ancien Code de Justice militaire. L'article 236² est ainsi conçu : « Est puni de mort avec dégradation militaire, tout militaire : 1°...; 2° qui entretient des intelligences avec l'ennemi, dans le but de favoriser ses entreprises ». De même la définition du crime établi au paragraphe 3 de l'article 236 comporte la notion de but. Ce troisième paragraphe est en effet ainsi rédigé : « Est puni de mort... tout militaire... 3° qui participe à des complots dans le but de peser sur la décision du chef militaire responsable.

La notion de but entre également au nombre des éléments constitutifs de l'une des formes de l'espionnage prévue au paragraphe 1^{er} de l'article 237 du Code de Justice militaire ainsi conçu : « Est considéré comme espion et puni de mort, avec dégradation militaire : 1° tout militaire qui s'introduit dans une place de guerre, dans un poste ou établissement militaire, dans les travaux, camps, bivouacs ou cantonnements d'une armée, pour s'y procurer des documents ou renseignements, dans l'intérêt de l'ennemi ».

La notion de but ressort donc ici de l'emploi du mot

« pour », tandis qu'il est fait usage du mot « but » lui-même à l'article 236. Il est d'ailleurs à signaler que l'expression employée dans ce dernier article, expression que nous retrouvons dans le texte de plusieurs, lois est grammaticalement vicieuse. « On n'entretient pas des intelligences dans un but », de même qu' « on n'agit pas dans un but », « on vise simplement un but à atteindre » ou encore « on agit en vue d'atteindre tel but », ainsi parle d'ailleurs Littré.

La notion de but entre enfin comme élément constitutif du crime d'attentat prévu à l'article 87 du Code pénal et du crime de complot prévu à l'article 89 de ce code. L'attentat n'est en effet punissable que si son auteur s'est proposé comme but « soit de détruire ou de changer le gouvernement, soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre lui ». D'autre part le complot se définit comme une résolution d'agir concertée et arrêtée entre plusieurs personnes qui proposent précisément comme but à leur activité la réalisation d'un attentat, le complot n'existe donc que si les conspirateurs ont voulu réaliser le crime prévu à l'article 87 du Code pénal.

Tels sont les très rares hypothèses où la notion de mobile but entre au nombre des éléments constitutifs d'infractions prévues au Code pénal.

CHAPITRE II

L'idée de but et la loi du 28 juillet 1894 sur la propagande anarchiste

Notre législation pénale ne réprime pas seulement la provocation aux crimes et délits lorsqu'elle est suivie d'effets (art. 60 du Code pénal, art. 23 de la loi du 29 juillet 1881), mais elle sanctionne également, dans certains cas, la provocation non suivie d'effets.

Celle-ci est réprimée lorsqu'elle est réalisée par la voie de la presse. Elle tombe alors sous le coup de l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881, ainsi conçu dans ses deux premiers paragraphes: « Ceux qui par un des moyens énoncés en l'article précédent auront directement provoqué soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, soit à l'un des crimes et délits prévus par les articles 75 et suivants, jusques et y compris l'article 85 du même code, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet,

d'un à cinq ans d'emprisonnement et de 100 à 3.000 fr. d'amende.

Ceux qui, par les mêmes moyens, auront directement provoqué à l'un des crimes contre la sécurité intérieure de l'Etat prévus par les articles 86 et suivants, jusques et y compris l'article 101 du Code pénal, seront punis des mêmes peines ».

Il doit donc s'agir d'une provocation publique et directe à certains crimes ou délits. Il est, d'autre part, précisé au paragraphe 3 de l'article 24 que l'apologie non suivie d'effet des mêmes crimes et délits est réprimée comme la provocation prévue à l'article 24¹ lorsque, comme celle-ci, elle est publique et directe.

L'article 25 de la loi sanctionne enfin un genre spécial de provocation par la voie de la presse. Il dispose que la provocation des militaires à la désobéissance est punissable lorsqu'elle est publique et directe, peu importe qu'elle soit ou non suivie d'effets.

Telles sont les trois sortes de provocations ou apologies sanctionnées par la loi du 29 juillet 1881 comme infractions distinctes.

Les rédacteurs de la loi sur la presse décidèrent que ces infractions, quoique simples délits, seraient de la compétence de la Cour d'Assises. Ce système ne donna pas les résultats espérés. Les cours d'assises se révélaient en effet d'une indulgence extrême. D'autre part, les agents des délits prévus aux articles 24 et 25 de la loi du 29 juillet 1881 étaient le plus souvent des anarchistes, individus dangereux qui, dépassant les limites de la provocation, n'hésitaient pas devant les crimes de sang, tels Caserio, auteur de l'assassinat du président

Carnot, et Vaillant, auteur d'un attentat à la Chambre des députés. La société devait donc se défendre préventivement contre les agents de tels crimes et frapper avec vigueur les anarchistes, auteurs de provocations par la voie de la presse.

C'est dans ces conditions qu'a été votée la loi du 28 juillet 1894 qui a pour objet la répression des menées anarchistes. Les deux premiers paragraphes de cette loi sont ainsi conçus :

« *Article premier.* — Les infractions prévues par les articles 24, paragraphes 1 et 3, et 25 de la loi du 29 juillet 1881, modifiés par la loi du 12 décembre 1893, sont déférés aux tribunaux de police correctionnelle, lorsque les infractions ont pour but un acte de propagande anarchiste.

« *Art. 2.* — Sera déféré aux tribunaux de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 200 francs tout individu qui, en dehors des cas visés par l'article précédent, sera convaincu d'avoir, dans un but de propagande anarchiste :

« 1° Soit par provocation, soit par apologie des faits spécifiés auxdits articles, incité une ou plusieurs personnes à commettre soit un vol, soit les crimes de meurtre, de pillage, d'incendie, soit les crimes punis par l'article 435 du Code pénal; 2° ou adressé une provocation à des militaires des armées de terre ou de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements

militaires et la défense de la constitution républicaine. »

Elle permet d'une part d'attribuer aux tribunaux correctionnels la connaissance des infractions prévues aux articles 24 (3) et 25 lorsqu'elles ont été réalisées dans un but de propagande anarchiste, elle permet d'autre part de réprimer les provocations aux crimes et délits spécifiés ou les provocations à la désobéissance militaire, alors qu'elles n'ont été ni publiques, ni directes; il suffit qu'elles aient été accomplies dans un but de propagande anarchistes. La loi du 28 juillet 1894 est donc une loi de correctionnalisation des infractions de presse réalisées dans un but de propagande anarchiste.

Si le but de propagande anarchiste permet de correctionnaliser les provocations par voie de presse non suivies d'effet et permet d'autre part de les réprimer alors qu'elles ne sont ni directes ni publiques, là ne se limite pas son influence juridique. Les provocations par voie de presse et non suivies d'effet sont en effet considérées comme des infractions de droit commun lorsqu'elles sont accomplies dans un but de propagande anarchiste; tandis que si ce but fait défaut, l'infraction est considérée comme politique. Les différents intérêts de la distinction entre infractions politiques et de droit commun, intérêts que nous avons déjà signalés, se révèlent donc en cette matière. Mais la difficulté consiste précisément à définir la notion de but de propagande anarchiste.

Qu'elle est l'interprétation que donne la jurisprudence du but de propagande anarchiste ? Telle est la question à examiner, question d'ordre essentiellement psychologique puisqu'elle se ramène à l'analyse des mobiles but

qui ont pu déterminer la volonté de l'agent et à déceler parmi eux le mobile but de propagande anarchiste.

Avant de procéder à l'étude de la jurisprudence, il est utile de fournir quelques précisions sur le sens du mot « anarchie ». L'anarchisme est une doctrine politique et sociale qui s'est développée au cours de la deuxième partie du XIX^e siècle et dont les chefs sont les russes Bakounine et Kropotkine. Le but de cette doctrine est la création d'une société nouvelle dont le principe essentiel sera l'état de liberté individuelle sans gouvernement central. Liberté absolue de l'homme qui peut de la sorte atteindre son développement intégral, simple union libre et spontanée des hommes basée sur la parole donnée, suppression de tous obstacles à ce développement, les principaux obstacles étant le gouvernement, la famille, la propriété individuelle, tels sont les principes directeurs qui doivent animer la société nouvelle. Cette nouvelle société ne peut naître que de la destruction de la société actuelle; cette destruction ne peut s'opérer que par la violence et surtout par la violence individuelle, l'attentat. Réaliser la doctrine anarchiste ce serait pour ses adeptes faire d'abord appel à la violence et à la contrainte en vue de briser l'état social existant, après avoir ainsi fait table rase ce serait dans une seconde phase la création, très spontanée d'ailleurs, de la société nouvelle.

Dans quelle mesure la jurisprudence a-t-elle tenu compte de ces idées constitutives de la doctrine de Bakounine lorsqu'il s'est agi pour elle de statuer sur le but de propagande anarchiste ? Ils nous faut examiner

les décisions jurisprudentielles qu'il importe de classer en deux catégories.

**A. — *Le but de propagande anarchiste
et la provocation de militaires à la désobéissance***

De nombreux arrêts de jurisprudence existent en cette matière. Ils ont été notamment rendus au cours des grèves ferroviaires de 1920, à l'occasion de la mobilisation de la classe 1919 pour les mesures de coercition vis-à-vis de l'Allemagne, à propos de l'occupation de la Ruhr, pendant la campagne du Riff, lors de la propagande communiste contre les convocations de réservistes. Un arrêt de la Cour de Cassation du 16 septembre 1920 (1) déclare que le fait de provoquer dans une réunion publique des agents de chemin de fer touchés par un ordre d'appel, constitue le délit de provocation de militaires à la désobéissance et que le but de propagande anarchiste résulte de la simple recommandation de l'emploi de moyens violents tels que la suppression des moyens de transports, indispensables à la vie nationale.

Il est dit dans un arrêt du tribunal correctionnel de la Seine du 14 décembre 1922 (2), rendu à la suite de deux articles écrits dans « le Conscrit », l'un par Vailant-Couturier, l'autre par Gabriel Péri, qu'il y a but

(1) G. P. 1920, II, 555.

(2) G. P. 1923, I, 106.

de propagande anarchiste toutes les fois que les auteurs des faits, sans être anarchistes, appartiennent à un groupement révolutionnaire qui tend à la subversion par la violence de l'ordre établi.

Un arrêt de la Cour de Cassation du 9 février 1924 (3), rendu à la suite de provocations de militaires à la désobéissance par publication d'articles de journaux, déclare que le but de propagande anarchiste existe si les articles tendent à provoquer non seulement l'indiscipline, mais la résistance violente aux ordres des chefs et tendent à amener ainsi des luttes violentes entre citoyens.

Les cours d'appel ont suivi l'exemple donné par la Cour de Cassation. La Cour de Nancy a rendu le 21 décembre 1927 (4) un arrêt où elle déclare que tout appel à la violence, aux luttes civiles entre citoyens, au renversement de l'ordre social, constitue un acte de propagande anarchiste, quels que soient les personnes ou les partis dont il émane.

La Cour de Caen, dans un arrêt du 3 novembre 1927, décide également qu'une provocation de militaires à la désobéissance constitue bien un acte de propagande anarchiste lorsque le mobile qui a fait agir les prévenus, à l'instigation de groupements auxquels ils sont affiliés, avait incontestablement pour but de saper la discipline, d'amener des actes d'insubordination et de révolte contre les chefs militaires et contre la loi, et grâce à une agitation concertée et organisée dans divers

(3) G. P. 1924, I, 532.

(4) S. I. 1928, p. 592, avec la note de Monsieur le Professeur Garraud.

centres de convocation de réservistes, de susciter un mouvement révolutionnaire pour troubler et même pour tenter de renverser l'ordre légalement établi.

**B. — *Le but de propagande anarchiste
et la provocation aux crimes et délits prévus
à l'art. 24 de la loi du 29 juillet 1881***

Nous sommes ici encore en présence d'une jurisprudence abondante. La Cour de Cassation eut plusieurs fois à statuer sur des délits de provocation au meurtre par voie de la presse. Le 14 février 1924 (5), elle se prononça dans l'espèce suivante. Au cours d'une réunion tenue à Lille, un orateur avait déclaré: « Si Cottin a tiré sur le sinistre Clemenceau, c'est pour venger des centaines de milliers de cadavres, et Villain qui a tué un grand homme a été acquitté, tandis que Cottin a été condamné pour ne pas avoir blessé un homme qui avait mille fois mérité la mort ». Aux fins d'éviter la compétence correctionnelle, le défenseur prétendit que l'auteur des propos n'appartenait pas à la secte anarchiste. La Cour de Cassation répondit qu'il importait peu que l'auteur des propos appartienne ou non à la secte anarchiste, « il suffit, dit-elle, pour que le but de propagande anarchiste existe, que l'individu appartienne à un groupement dont le but est le renversement par la violence,

(5) G. P. 1924, I, 558.

soit collectivement, soit individuellement, de l'ordre social et l'abolition de toutes les lois de telle sorte que son but est de faire naître un état d'anarchie ».

De même la Cour de Cassation décida (6), le 9 février 1924, qu'il y avait provocation au meurtre et acte de propagande anarchiste dans le fait d'exciter les futurs soldats à diriger leurs armes contre ceux qui leur donnent des ordres parce que ce fait tend non seulement à propager l'indiscipline et la résistance à l'autorité légale, mais à amener, par des luttes criminelles entre citoyens du même pays, un véritable état d'anarchie.

La Cour de Cassation a encore décidé dans un arrêt du 3 novembre 1926 (7), rendu à un moment de la campagne du Rif, que le fait de déclarer dans une réunion publique qu'il fallait fraterniser avec les Rifains, boycotter les armes et les moyens de transport, constituait le crime prévu à l'article 75 du Code pénal, et que c'était là un acte de propagande anarchiste, la Cour suprême déclare, en effet, « attendu que les propos tenus ne tendaient qu'à inciter nos soldats à fraterniser avec un peuple en guerre ouverte contre la France : qu'ils étaient de nature à troubler l'ordre public et à créer par la violence et même avec le concours de l'ennemi, un état de rébellion ouvert à la loi et de véritable anarchie ».

Cette analyse jurisprudentielle nous permet de déterminer le sens que nos tribunaux donnent au but de propagande anarchiste. D'après eux, ce but existe toutes

(6) G. P. 1924, I, 332.

(7) G. P. 1927, I, 237.

les fois que les provocateurs font appel à la violence collective ou individuelle en vue de renverser l'ordre social établi. Point n'est besoin d'ailleurs qu'il s'agisse de violences physiques; l'incitation à l'emploi de moyens qui, brusquement, créent un désordre social suffit pour constituer la violence, tel le fait de préconiser l'arrêt dans les moyens de transport. L'appel au désordre, voilà donc, d'après notre jurisprudence, le critérium qui permet de se prononcer, dans chaque espèce, sur l'existence ou l'absence du but de propagande anarchiste. Ce critérium est donc entièrement différent de celui qu'une analyse de la doctrine anarchiste nous autorisait à donner. Peu importe que le provocateur appartienne ou non à une secte anarchiste, peu importe que ce soit plutôt à la violence collective qu'à la violence individuelle qu'il fasse appel, peu importe qu'il ait ou non en vue la création d'une société nouvelle dont le fondement serait la liberté individuelle absolue. Il suffit que la provocation renferme un appel à l'emploi de moyens violents pour que son auteur tombe sous le coup de la loi du 28 juillet 1894. La jurisprudence a donc pris le mot anarchie dans son sens vulgaire, l'anarchie étant synonyme de désordre et de confusion.

Comment expliquer une telle jurisprudence ? Elle s'explique par deux raisons. En premier lieu le plus large pouvoir d'appréciation a toujours été laissé à nos tribunaux lorsqu'il s'est agi pour eux de déterminer le sens du but de propagande anarchiste, et M. le Garde des Sceaux a lui-même déclaré dans une circulaire du 6 août 1894 « que les magistrats instructeurs devront, en tenant compte tant des antécédents du prévenu que

des circonstances même de l'affaire, s'efforcer de dégager nettement le but poursuivi par l'auteur de l'infraction, de manière à déterminer avec certitude absolue la juridiction qui devra en connaître ».

En second lieu, des considérations pratiques ont dicté à nos tribunaux leur jurisprudence. Il était socialement nécessaire de réprimer les menées communistes et celles-ci ne pouvaient être rigoureusement sanctionnées que si la connaissance des provocations communistes était de la compétence des tribunaux correctionnels. Ceux-ci répriment donc les menées communistes comme s'il s'agissait de menées anarchistes, alors qu'en doctrine une différence considérable sépare l'acte de propagande communiste de l'acte de propagande anarchiste. Sans doute le communiste comme l'anarchiste fait appel à la violence, mais tandis que le second fait surtout appel à la violence individuelle, le premier a essentiellement recours à la violence collective, et tandis que le second veut édifier une société absolument libre, le premier a pour but de construire une société essentiellement organisée, dominée par un gouvernement autoritaire et absolu.

D'ailleurs, au cours de ces dernières années la jurisprudence semble être allée trop loin dans son souci de défense sociale. Elle relève le but de propagande anarchiste dans des espèces où il n'y a pas véritablement appel à la violence. Ainsi, lors des grèves de 1923, la Cour de Cassation a déclaré que toute propagande en vue de la grève générale aurait un caractère anarchiste

(8) Arrêt du 9 février 1924. S., 1925, I, p. 141.

et a décidé en conséquence que cette propagande tomberait sous le coup de la loi de 1894 lorsqu'elle s'accompagnerait de provocation à l'un des crimes ou délits prévus à l'article 1^{er} de cette loi. Nos tribunaux ont ainsi estimé que constituait la provocation au crime de l'article 75 du Code pénal le fait d'avoir réalisé la propagande en vue de la grève générale lors de la mobilisation (9). Poser en principe que toute propagande en vue de la grève générale est une propagande anarchiste constitue une exagération manifeste. Le caractère anarchiste de la propagande semble en effet dépendre moins de l'étendue de la grève que du but poursuivi par ses auteurs. Si ceux-ci ne cherchent qu'à résoudre un conflit d'ordre économique entre le capital et le travail, les employeurs et les employés, on ne peut parler de menées anarchistes. Cette appellation n'est justifiée que si les grévistes ont poursuivi un but révolutionnaire et essayent par la grève générale d'ébranler les bases de la société et de l'exposer au désordre.

A supposer donc que le simple but de violence puisse constituer le but de propagande anarchiste, ainsi que le décide la jurisprudence, celle-ci a eu le tort (arrêt de la cour de cassation du 9 février 1924), d'apprécier la violence d'une façon objective. Le but de violence ne peut pas résulter du fait que les efforts de la propagande réalisée créent un état de violence, faut-il encore que l'idée de violence ait animé les provocateurs dans leur action, ils doivent donc avoir agi dans le dessein de donner naissance à un état de désordre, et ils ne peuvent

(9) Arrêt cité de la C. cassation, 9 février 1924.

être considérés comme auteurs de menées anarchistes si leur propagande a eu pour conséquence de susciter un état de désordre alors que là n'était pas le but qu'ils poursuivaient.

Faisons donc droit pour des raisons d'utilité sociale à l'interprétation donnée par la jurisprudence du but de propagande anarchiste, mais demandons lui d'apprécier ce but d'une façon subjective comme doit être appréciée toute notion psychologique.

Existe-t-il des projets de loi tendant à modifier les textes législatifs étudiés ?

Les lois en vigueur sur la provocation des militaires à la désobéissance laissent en dehors de leurs prévisions les provocations adressées à des jeunes gens avant leur incorporation ou à des hommes de réserve laissés ou rentrés dans leurs foyers, mais soumis à des obligations militaires ; de telles provocations peuvent s'exercer par exemple à l'occasion d'un conseil de révision, d'un appel de classe.

Ces mêmes lois laissent d'autre part en dehors de leurs prévisions les provocations à la désobéissance militaire réalisées par un mode indirect, telles les provocations adressées aux mères, sœurs, épouses ou compagnes des militaires, provocations les invitant à inciter leurs maris, fils, frères, à ne pas accomplir leur devoir militaire.

De telles provocations peuvent être très dangereuses pour la discipline militaire. Dans ces conditions, le gouvernement a présenté, le 14 juin 1921, un projet tendant à les réprimer. Ce projet a été renvoyé devant la commission de législation devant laquelle un rapport a été

présenté le 1^{er} juillet suivant par M. Laforge, député de la Corrèze.

Ce projet a été d'autre part étudié par la société générale des prisons et M. le colonel Bayle, commissaire du gouvernement près le conseil de guerre de Paris, soumit un rapport à cette assemblée (1).

Ce projet réprime dans son article 3 les provocations adressées à des jeunes gens ou à des hommes de l'armée active ou territoriale « *dans le but* de les inciter à ne pas répondre aux ordres d'appel ou de ne pas obéir aux ordres de leurs chefs dans tout ce qu'ils commanderont pour l'exécution des lois ».

De même, l'article 5 du projet réprime « les provocations publiques par circulaires ou réunions adressées à des pères, mères, femmes, compagnes, sœurs des personnes visées aux articles précédents (art. 1 et 3) *dans le but* de détourner ces personnes de leurs devoirs militaires ou de les empêcher de les accomplir ».

Il est donc fait appel à la notion de but dans les articles 3 et 5 du projet. Ce but est constitué par différentes sortes d'incitations à la désobéissance militaire.

Par contre, les rédacteurs de ce projet suppriment la notion de but de propagande anarchiste des délits de provocation de militaires à la désobéissance.

L'article 1^{er} du projet dispose en effet que tous ces délits seront de la compétence des tribunaux correctionnels.

« Seront déférés aux tribunaux correctionnels les délits de provocation de militaires à la désobéissance pré-

(1) R. P., 1923, p. 193.

vus par l'art. 25 de la loi du 29 juillet 1881, modifié par la loi du 12 décembre 1893, ainsi que par les art. 3. 4, 5 de la présente loi ». Tous les délits de provocation de militaires à la désobéissance devant être, d'après un tel projet, de la compétence des tribunaux correctionnels, il n'y aurait donc pas d'intérêt à rechercher si le but de propagande anarchiste existe ou non, car, d'une part, qu'il existe ou fasse défaut, les tribunaux correctionnels seront toujours compétents, et, d'autre part, qu'il existe ou fasse défaut, l'infraction sera toujours de droit commun en raison de la compétence correctionnelle.

CHAPITRE III

L'idée de but et les débuts d'altération des prix

Les délits d'altération des prix furent sanctionnés par les rédacteurs du code pénal dans les articles 419 et 420. Les dispositions législatives furent complétées au cours de la grande guerre, par la loi du 20 avril 1916. Mais une loi du 23 octobre 1922 disposa que la loi du 20 avril 1916 ne pourrait plus recevoir application pour tous les faits postérieurs au 23 octobre 1922. Pour ces faits, on en revint donc à l'application exclusive des anciens articles 419 et 420. Ces textes s'étant révélés insuffisants, ils furent remplacés par la loi du 3 décembre 1924, qui forme les nouveaux articles 419 et 420 du code pénal.

A. — *La loi du 2 avril 1916*

La loi du 2 avril 1916 fut votée pour remédier à l'insuffisance de l'ancien article 419. N'étaient, en effet, punis par cet article que « ceux qui avaient réalisé la hausse ou la baisse au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence libre et naturelle du commerce lorsque cette altération des prix provenait soit de l'emploi de moyens frauduleux soit de la réunion ou de la coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise tendant à ne pas la vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix ».

La loi du 2 avril 1916, loi dite sur la spéculation illicite, élargit le cadre de la répression en punissant des peines prévues à l'article 419 du code pénal « tous ceux qui, soit personnellement, soit en tant que chargés à un titre quelconque de la direction ou de l'administration de toute société ou association, même sans l'emploi de moyens frauduleux, mais dans un but de spéculation illicite, c'est-à-dire non justifiée par les besoins de leurs approvisionnements ou de légitimes prévisions industrielles ou commerciales, auront opéré ou tenté d'opérer la hausse des prix des denrées ou marchandises au-dessus des cours qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce » (Art. 10 de la loi).

A la différence de l'ancien article 419, cette loi sanctionnait donc d'une part la simple tentative d'altération de prix et punissait, d'autre part, l'individu qui, isolé-

ment et sans emploi de moyens frauduleux, avait réalisé ou tenté de réaliser la hausse des prix. Mais l'altération individuelle des prix, sans emploi de moyens frauduleux, n'était réprimée que lorsque le prévenu avait poursuivi un but de spéculation illicite.

Que fallait-il entendre par but de spéculation illicite, notion qui n'avait, d'ailleurs, été introduite dans le projet législatif que sur les instigations de la commission de législation civile et criminelle, dont le rapporteur était M. le député Ignace ? (1).

1. — Agissait d'abord dans un but de spéculation illicite celui qui réalisait des opérations injustifiées par les besoins de ses approvisionnements, celui donc qui réalisait des stocks dépassant les besoins de son commerce. De la sorte, il n'y avait pas but de spéculation illicite si les stocks accumulés par un industriel ou un commerçant, quelque considérables qu'ils soient, étaient justifiés par le chiffre annuel des affaires passées par la maison. De même un commerçant n'agissait pas en considération d'un but de spéculation illicite, quand, en vue de travaux importants qu'il devait effectuer, d'entreprises qu'il avait soumissionnées et dont l'exécution devait se suivre sur une longue période, il avait longtemps avant l'époque à laquelle il devait les utiliser, passé des marchés importants pour la fourniture de matériaux qui lui étaient nécessaires pour exécuter ses travaux.

Par contre, agissait dans un but de spéculation illicite celui qui accaparait sur le marché certaines denrées

(1) La Commission ne fit que reprendre un projet qui avait été déposé le 7 novembre 1911, au nom du Gouvernement, par le garde des Sceaux Cruppi.

dans le but d'en susciter la hausse et de les revendre à la faveur de la hausse ainsi réalisée.

2. — Il résultait de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 que le but de spéculation illicite n'était pas seulement constitué par un but de spéculation injustifiée par les besoins des approvisionnements, mais qu'il l'était également par un but de spéculation non justifiée par les légitimes prévisions industrielles.

La jurisprudence confondit d'abord les deux hypothèses et déclara qu'un industriel ne poursuivait un but de spéculation non justifiée par les légitimes prévisions industrielles que lorsqu'il réalisait des accaparements dépassant les besoins de ses approvisionnements.

Ainsi, un arrêt de la Cour d'Orléans du 25 mars 1918 dispose : « que de l'exposé des motifs et des débats qui se sont engagés soit à la Chambre des députés, soit au Sénat, il résulte que ce que l'on a voulu atteindre, c'est l'accaparement » et un arrêt de la Cour de Poitiers du 7 juin 1918 affirme « que le but unique des rédacteurs de la loi de 1916 a été de poursuivre l'accaparement. » (2).

Cette jurisprudence fut vite abandonnée. Par un arrêt du 21 juin 1918 (3), la Chambre criminelle de la Cour de Cassation affirma en effet que l'article 10 de la loi du 20 avril 1916 visait deux hypothèses distinctes, et que le but de spéculation illicite ne résultait pas seulement de la réalisation d'approvisionnement injustifiés, mais de toutes autres opérations n'entrant pas dans l'exercice ré-

(2) Voir ces arrêts G. P., 1918, 19, p. 252 et p. 428.

(3) Affaire Ymbert, G. P. 1918 et 1919, premier sem., 364. S. 1919, I, 13 (note Matter).

gulier et normal d'une profession commerciale, telles que suroffres faites aux prix demandés par les producteurs et les vendeurs, intervention d'intermédiaires parasites, vente pratiquée à des prix supérieurs à ceux fixés par des arrêtés de taxation.

La Cour de Cassation déclare notamment dans cet arrêt de principe, arrêt confirmatif d'une décision de la Cour d'Appel de Grenoble du 30 janvier 1918 :

« Sur le moyen pris de la violation de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916, en ce que l'arrêt attaqué a condamné le demandeur pour spéculation illicite sans retenir à sa charge des approvisionnement non justifiés par les besoins de son commerce, alors que l'accaparement serait l'élément essentiel et constitutif du délit.

Attendu que l'arrêt attaqué énonce que les prix pratiqués par Ymbert, marchand de charbons à Artas, « doivent être considérés comme abusifs, absolument exagérés et hors de proportion avec ceux pratiqués honnêtement pour le commerce de détail » ; que l'arrêt ajoute que le prévenu, « en mettant les acheteurs dans l'impossibilité de se procurer, dans la localité, une marchandise de première nécessité, les a obligés à subir les prix imposés par lui, et qu'il a, ainsi, opéré la hausse du prix du charbon *au-dessus du cours normal, dans un but de spéculation illicite* ».

Attendu qu'en statuant ainsi l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation de la loi..... ».

Une telle jurisprudence était d'ailleurs conforme à la volonté du législateur. Au cours de la discussion de la loi devant les Chambres, plusieurs députés avaient, en effet, retiré des amendement tendant à réprimer des opé-

rations autres que le stockage parce que, déclaraient-ils, l'article 10 de la loi leur donnait satisfaction ; c'est ainsi et pour de tels motifs, que M. Poirier de Narçay retira un amendement qu'il avait déposé.

3. — Mais la Cour de Cassation ne se limita pas à cette interprétation du but de spéculation illicite et décida que le simple fait de vendre des marchandises en poursuivant un bénéfice exagéré révélait une opération n'entrant pas dans l'exercice normal et régulier de la profession et constituait donc le but de spéculation illicite.

Cette jurisprudence résulte de deux arrêts de la Cour de Cassation du 17 juillet 1919 (affaire Grimault) et du 8 août 1919 (affaire Guyonneau) (4).

On relève notamment dans ces deux arrêts les attendus suivants :

Arrêt du 17 juillet 1919,... « attendu que toute vente de denrées ou marchandises pratiquée à des prix excessifs et ayant prouvé des bénéfices exagérés, constitue une opération ne rentrant pas dans l'exercice normal et régulier d'une profession commerciale ou industrielle et doit, dès lors, être considérée comme faite dans un but de spéculation illicite.... »

Arrêt du 8 août 1919... « attendu que le prévenu a contribué à opérer une hausse considérable au-dessus des cours normaux des prix ;

« Attendu que, dans ces conditions, en condamnant le prévenu à trois mois d'emprisonnement et 2.000 fr. d'amende, l'arrêt a fait une exacte application de l'article 10 de la loi du 20 avril 1916.... »

(4) G. P. 1919, 2^e semestre, 186. D. 1920, I, 115.

Comment analyser exactement la notion de bénéfice exagéré ?

Si tout commerçant qui porte ses prix au-dessus des cours déterminés par la concurrence naturelle et libre du commerce, réalisait un bénéfice exagéré, il n'y aurait pas lieu de faire intervenir cette notion comme élément constitutif du délit de spéculation illicite. Il suffirait que l'agent ait eu l'intention de réaliser la hausse au-dessus des cours de libre concurrence pour qu'il y ait délit, les notions de but et d'intention seraient confondues.

La poursuite du bénéfice exagéré constitue donc un élément du délit distinct de l'intention de hausser les prix au-dessus des cours de libre concurrence.

Il existe en effet des cas où le commerçant ne réalise pas un bénéfice exagéré alors que le prix de la marchandise est supérieur au prix de libre concurrence. Sans doute, si ce prix résulte de l'action de causes fortuites, le commerçant n'a ni poursuivi un bénéfice exagéré ni eu l'intention de hausser les prix, intention et but étant en effet une manifestation de volonté individuelle, élément qui fait défaut lorsqu'un état de fait est le produit de causes fortuites. Mais un commerçant peut avoir eu l'intention de hausser les prix au-dessus du cours déterminé par la libre concurrence, sans avoir néanmoins poursuivi un but de bénéfice exagéré ; il en est ainsi lorsque le prix de libre concurrence ne lui procurait pas de bénéfice normal ou l'obligeait même à vendre à perte, en raison précisément de la lutte à la baisse que suscite parfois le commerce libre.

Il entre dans le pouvoir d'appréciation des juges de fait de déterminer si, dans chaque espèce, le bénéfice est

normal ou exagéré. Certains indices matériels peuvent, d'ailleurs, aider les magistrats dans leurs recherches, tels les prix pratiqués par les autres commerçants, les prix antérieurs, les prix officiels, mais ces indices ne peuvent pas servir de termes exacts de comparaison, ils ne peuvent fournir que de simples indications. Il semble, d'ailleurs que pour déterminer dans chaque espèce le caractère licite ou illicite du bénéfice, les tribunaux doivent s'appuyer bien plus sur l'écart existant entre le prix de vente et le prix de revient que sur les indices matériels énumérés.

Les magistrats doivent examiner de combien le prix de vente est supérieur au prix de revient et déclarer ensuite, en s'appuyant sur les principes de morale commerciale et sur les usages professionnels, si le bénéfice est ou n'est pas exagéré.

Les facteurs d'ordre moral interviennent donc dans la détermination du bénéfice exagéré, l'abbé Ferdinand Cavallera écrivait que n'est pas normal « tout bénéfice qui n'est pas justifié par la valeur intrinsèque de l'objet, le travail dépensé pour sa production, sa transformation, sa manutention et par le pourcentage de gain qu'en plus des frais généraux est considéré par l'opinion commune comme licite dans telle profession ou telle situation » et M. le professeur Gonnart pense qu'on ne doit demander au travail qu'un moyen de satisfaire aux besoins d'une existence décente, suivant la coutume de la classe dont on fait partie (5). On exprime encore cette idée en disant que le bénéfice normal est celui qui est « selon l'ordre »,

(5) Voir *Histoire des Doctrines Économiques*, par René Gonnart.

« selon la normale commerciale ». Mais l'éducation essentiellement juridique de nos magistrats les préparait-elle à l'étude de l'éthique économique et au « *justum pretium* » ?

Ainsi, M. le député Dubois, après avoir déclaré « que le prix raisonnable ce serait la limite au-dessous de laquelle les producteurs ne pourraient pas vendre, et au-dessus de laquelle les consommateurs ne pourraient pas acheter », ajoute : « il est évident que pour déterminer cette limite, la pratique des affaires et la connaissance des réalités économiques est une meilleure préparation que l'étude du droit pur ».

La jurisprudence décidait donc, en 1919, que la poursuite d'un bénéfice exagéré constituait le but de spéculation illicite. Le gouvernement approuva cette interprétation dans une circulaire du 28 octobre 1919, qui porta à la connaissance des parquets l'arrêt de la Cour de Cassation du 19 juillet 1919, où il est affirmé que toute vente de denrées ayant procuré des bénéfices exagérés constitue une opération ne rentrant pas dans l'exercice normal et régulier d'une profession commerciale et industrielle.

Mais devant les protestations soulevées par cette jurisprudence, le Parlement, lorsqu'il fut appelé, en octobre 1922, à décider s'il devait proroger la durée d'application de loi du 20 avril 1916, qui, au 23 octobre 1919, avait déjà fait l'objet d'une prorogation de trois années, tout en déclarant que le texte continuerait à recevoir application même après le 23 octobre 1922, pour les faits antérieurs à cette date, précisa que « le bénéfice, c'est-à-dire l'écart entre le prix de revient et le prix de vente

d'un ou de plusieurs objets, ne pourrait être retenu comme élément constitutif du délit » . Le législateur condamna donc une jurisprudence qu'il avait d'abord vue d'un œil favorable ; « geste parlementaire qui rappelle celui de Ponce Pilate », souligne M. Pierre Garraud, dans un rapport qu'il présenta à la section lyonnaise de la Société de législation comparée (6).

B. — *La loi du 3 décembre 1926*

Les faits de spéculation postérieurs au 23 octobre 1922, ne pouvant tomber que sous le coup de l'article 419 du code pénal, la répression n'était pas toujours assurée en raison même de l'insuffisance de cet article qui ne sanctionnait ni la tentative de délit ni l'action individuelle sur les prix, sans manœuvres frauduleuses.

Un texte législatif nouveau était donc nécessaire, il fut voté et constitue la loi du 3 décembre 1926, qui a remplacé les anciens articles 419 et 420 du code pénal. Le nouvel article 419 est ainsi conçu : « Tous ceux : 1° qui, par des faits faux ou calomnieux semés sciemment dans le public, par des offres jetées sur le marché à dessein de troubler les cours, par des suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par des voies ou des moyens frauduleux quelconques ;

2° Ou qui exercent ou tentent d'exercer, soit indivi-

(6) Séance du 7 mars 1924. Rapport paru au *Bulletin de la Société de législation comparée* (juillet-septembre 1924).

duellement, soit par réunion ou coalition, une action sur le marché dans le but de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande ;

Auront, directement ou par personnes interposées, opéré ou pensé d'opérer la hausse ou la baisse artificielle du prix des denrées ou marchandises ou des effets publics ou privés, seront punis..... »

L'existence de ce délit suppose donc :

1) L'altération ou la tentative d'altération des prix des marchandises, denrées, effets publics ou privés ;

2) L'intention coupable ou volontaire de réaliser cette altération ;

3) Le caractère artificiel de l'altération. Il faut donc, pour qu'il y ait délit, que certains moyens soient employés. Ces moyens sont de deux sortes :

a) Ce sont, d'une part, les moyens frauduleux prévus par le premier alinéa de l'art. 419 ;

b) C'est, d'autre part, l'action individuelle ou collective sur le marché, ayant pour but de procurer à son auteur un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande.

La tentative d'altération est donc réprimée comme l'altération elle-même.

Les actions collectives et individuelles sont sanctionnées de la même façon, il n'est pas nécessaire que soient employés des moyens frauduleux, mais l'auteur ou les auteurs de l'altération doivent avoir eu pour but la réalisation du gain.

Le nouvel article 419 fait donc appel à la notion de but qui n'était pas insérée dans l'ancien article 419.

Étaient, en effet, punis par application de cet article, « ceux qui avaient opéré la hausse ou la baisse au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce ».

La phrase : « altération des prix dans le but de se procurer un gain qui ne serait pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande » (nouvel article 449) et la phrase : « hausse ou baisse au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence libre et naturelle du commerce » (ancien article 449), expriment-elles en des formes différentes, une même idée ou expriment-elles deux idées distinctes ? Il apparaît bien qu'il existe une différence de sens entre ces deux phrases, la première se réfère à une notion d'ordre objectif, celle de prix, tandis que la seconde fait appel à des notions d'ordre subjectif, celles de but et de gain. Sous l'empire de l'ancien article 449, le juge examinait simplement si les prix altérés étaient au-dessus ou au-dessous des prix de libre et naturelle concurrence, examen objectif.

Au contraire, le juge faisant application du nouvel article 449, doit procéder à des recherches d'ordre essentiellement psychologique et subjectif. Les prix peuvent avoir été portés au-dessus ou au-dessous des prix de libre concurrence, et l'auteur de l'altération ne pas avoir donné comme cause finale à son activité la réalisation d'un gain qui n'est pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande. Mettant à part les hypothèses où l'altération des prix est le résultat de causes fortuites et où la notion d'intention simple est aussi bien observée que celle de but, il est des cas, ainsi que nous l'avons

établi en examinant le but de spéculation, où l'agent peut avoir voulu altérer les prix mais ne pas avoir voulu réaliser un gain exagéré. Il en est de la sorte toutes les fois que la loi de l'offre et de la demande joue avec une rigueur telle que le commerçant vend à perte ou sans bénéfice et qu'il est obligé d'essayer de fausser le mécanisme de cette loi pour réaliser un gain. Le juge ne peut donc se prononcer et dire s'il y a ou non poursuite d'un gain exagéré qu'après avoir analysé la psychologie de l'auteur de l'altération, connaissance facilitée dans chaque espèce par l'étude des circonstances de la cause.

De la sorte, poursuivre la réalisation d'un gain qui n'est pas le résultat du jeu naturel de l'offre et de la demande, c'est poursuivre un bénéfice exagéré, ainsi que le déclare M. Léon Mazeaud, dans ses remarquables ouvrages sur le nouvel article 419. (7).

La notion de bénéfice exagéré est donc l'élément psychologique essentiel du nouvel article 419, notion empruntée par le législateur à la jurisprudence suscitée par l'application de la loi du 20 avril 1916, jurisprudence que nous avons examinée en étudiant le but de spéculation illicite.

Contentons nous ici de reproduire un passage des débats parlementaires qui précédèrent le vote de la loi du 3 décembre 1926 : « On conçoit très bien ce qu'entend le texte de la loi, répondait au Sénat M. Vallier. Pour déterminer le prix de vente, il faut évidemment envisager le prix d'achat, le transport et les frais généraux, etc.,

(7) Le problème de l'Union des Producteurs devant la loi française. Le délit d'altération de prix, loi du 3 décembre 1926.

Lorsque tout cela aura été compté il y aura encore un bénéfice normal et légitime à prendre suivant les usages et habitudes du commerce en se conformant au jeu naturel de l'offre et de la demande. Autrement, si le vendeur prend un bénéfice excessif, anormal, sans rapport avec son prix de revient, ce sera de la spéculation ⁽⁸⁾ ». Et un commentateur anonyme à la Semaine juridique, rapportant ce passage, ajoute : ⁽⁹⁾ « cette réponse ne précisant pas la limite où le bénéfice cesse d'être normal pour devenir exagéré, la loi, en définitive, laisse au juge le soin de rechercher, dans chaque cas, selon sa conscience si le bénéfice est normal ou exagéré. Cette question de fait rentre dans le pouvoir d'appréciation souverain des juges de fond et cette liberté n'a pas laissé de soulever, lors de la discussion du projet de loi, les plus vives critiques, parce qu'elle constitue bien évidemment, une porte ouverte à l'arbitraire le plus absolu ».

D'ailleurs, si les deux notions de bénéfice exagéré et de prix au-dessus des cours de libre et naturelle concurrence sont deux notions différentes par leur nature intrinsèque, elles ont, néanmoins, permis à la jurisprudence d'aboutir parfois aux mêmes résultats.

Un exemple caractéristique nous est fourni par la répression de l'action collective sur les prix.

Si nos tribunaux avaient donné une interprétation rigoureuse de l'ancien article 419 du code pénal, il eût fallu admettre que toute union industrielle, cartel ou trust ayant déterminé une hausse dans les prix, tombe-

(8) Séance du 19 nov., 1926. *Journ. off.*, 20 nov. p. 653.

(9) S. I. 1928, p. 910.

rait sous le coup de l'article 419 du code pénal, puisque ces groupements portaient les prix au-dessus des cours de libre concurrence. Une telle solution aurait été contraire aux intérêts économiques de l'industrie française.

Il est parfois économiquement utile d'exercer, par l'union et par l'entente, une action sur les prix, s'il existe de mauvaises unions, il existe également de bonnes unions et celles-ci ne doivent pas tomber sous le coup de la loi pénale.

Ce fut d'ailleurs l'avis unanime des commentateurs de l'ancien article 419. M. Percerou s'exprimait ainsi ⁽¹⁰⁾ : « Actuellement un courant de plus en plus marqué se dessine dans le monde des économistes en faveur d'une distinction entre les bons et les mauvais trusts. Les premiers, sans poursuivre une spéculation, se proposent un but moral : ils s'efforcent de lutter contre la chute des prix qui proviendrait d'une concurrence sans frein et de la surproduction limitée à un nombre restreint de producteurs ; ils sont impuissants à réaliser l'accaparement, et peuvent, au contraire, rendre à l'industrie, patrons et ouvriers, de précieux services. Ceux-là méritent la protection ou tout au moins la tolérance du législateur.

« Quant aux mauvais trusts, aux trusts de pure spéculation, formés non pour la défense d'intérêts économiques légitimes, mais pour provoquer, par l'accaparement d'une catégorie de marchandise, une hausse

(10) D. P., 1903, II, 297.

fictive et frauduleuse des cours, la loi doit les frapper avec sévérité. »

M. René Garraud écrivait de même ⁽¹¹⁾ : « Il suffit d'interpréter sainement l'article 449, de respecter sa véritable pensée, pour soustraire à toutes pénalités ces syndicats dans lesquels l'industrie de nos jours tend à concentrer ses forces, à remplacer par une coalition la libre concurrence, à régler aussi et à répartir la production, dans le but de lutter pour son existence et celle des travailleurs. »

La jurisprudence suivit la voie tracée par les auteurs et le conseiller Michel Jaffard, dans son rapport qu'il présenta à la Chambre des requêtes ⁽¹²⁾, s'exprimait ainsi : « Poser en principe que toutes ces combinaisons (les unions industrielles) sont condamnées serait vouloir fermer les yeux à la lumière et confondre ce qui est à la fois honnête et respectable avec ce qui présente un danger en même temps qu'un caractère frauduleux. »

Il est d'ailleurs à remarquer que ce furent souvent nos juridictions civiles et non pas juridictions répressives qui eurent à statuer sur la question. On appuyait en effet souvent une demande en nullité de société sur le fait que la cause du contrat était illicite et que l'article 449 du Code pénal était violé; les tribunaux rejetaient alors la demande en nullité ou y faisaient droit selon qu'il s'agissait d'une bonne ou mauvaise union. Ainsi la Cour de cassation décidait, dans l'arrêt déjà

(11) *Traité théorique et pratique de Droit pénal*, 3 édition, n° 2450 *in fine.* ^a

(12) Arrêt du 3 mai 1911. D. P., 1912, I, 33.

citée du 3 mai 1911, que la Cour de Paris avait pu, sans violer aucun des articles de la loi visée au pourvoi, décider que la coalition dont s'agissait ne constituait pas la coalition prévue à l'article 419 du Code pénal, et se refuser par suite à prononcer la nullité de la convention qui l'avait organisée.

La jurisprudence de la Cour de cassation, faisant la distinction entre bonnes et mauvaises unions avait déjà été adoptée par de nombreux tribunaux et Cours d'appel. Les principaux arrêts rendus en cette matière ont été rapportés à la *Semaine juridique* de 1928, p. 907. Nous ne citerons que les plus caractéristiques.

La Cour de Grenoble refusa d'annuler un accord entre industriels, ayant pour but d'empêcher l'avisement des prix en atténuant les ardeurs et les effets de la concurrence locale ⁽¹³⁾. De même le Tribunal de commerce de la Seine décidait que le principe de la liberté du commerce ne va pas jusqu'à priver les fabricants ou les détenteurs d'une même marchandise du droit de mettre en commun leurs efforts, leur intelligence, leurs connaissances, pour supprimer des frais généraux et éviter la ruine de leur industrie ou de leur commerce ⁽¹⁴⁾. Par contre fut annulé un traité organisant entre les principaux fabricants d'iode, un syndicat chargé de fixer seul les prix et les conditions de la vente, dont les décisions étaient obligatoires pour les membres de l'union, alors d'ailleurs que cette union fixait elle-même le prix et la quantité de soudes que

(13) 8 mai 1894, D. 95, II, 221.

(14) Jug. de Trib. comm. Seine, du 5 décembre 1906, confirmé par arrêt de C. appel Paris, du 7 mai 1908. D., 1910, II, 337.

devait acheter chaque fabricant, de manière à ne laisser sur le marché qu'un seul acheteur de matières premières et un seul vendeur du produit fabriqué ⁽¹⁵⁾. De même, la Cour de Bordeaux décida qu'était nulle la société constituée entre tous les fabricants de chaux d'une localité, en vue de surélever par la voie du monopole le cours de leurs produits, en provoquant une hausse factice ⁽¹⁶⁾.

Nos tribunaux essayèrent de justifier en droit cette jurisprudence que des considérations d'ordre économique imposaient. Ayant observé que le texte de l'ancien article 419 visait une concurrence naturelle et libre, ils ont tenu le raisonnement suivant: — la bonne union a pour but de relever les prix avilis par une libre concurrence intense, elle supprime donc sans doute la libre concurrence, mais elle ne tombe pas néanmoins sous le coup de la loi pénale, car la concurrence qu'elle a enrayée n'était pas naturelle; — et nos tribunaux ajoutaient: la concurrence naturelle est en effet celle qui est conforme à l'usage commercial, qui est normale; il en résulte que toute concurrence excessive obligeant le commerçant à vendre à perte ou sans bénéfice, ou encore à un prix ne lui permettant pas de réaliser un bénéfice honnête, ne tombe pas sous le coup du texte de l'art. 419 du C. pén.

De la sorte, la notion de bénéfice exagéré était considérée par la jurisprudence antérieure à la loi du 3 avril 1926 comme le critérium permettant de faire la distinction entre bonnes et mauvaises unions.

(15) Req., 11 fév. 1870; D. 79, I, 345.

(16) Bordeaux, 2 janvier 1900. S. 1901, II, 225.

La loi du 3 avril 1926 consacre cette jurisprudence. Il résulte de son texte qu'aucune équivoque ne peut désormais subsister; s'il existe de mauvaises unions qui tombent sous le coup de la loi pénale, par contre certaines unions sont bonnes et ne peuvent pas faire l'objet de poursuites pénales. Cette loi supprime en effet la notion de prix au-dessus de la libre concurrence pour la remplacer par la notion subjective de but.

Seules sont reprehensibles les unions ayant pour but la réalisation d'un bénéfice exagéré. Cette manière de voir a d'ailleurs été affirmée au cours des travaux préparatoires de la loi. M. Renaldy disait à la séance de la Chambre des Députés, du 6 mars 1925 ⁽¹⁷⁾ : « la jurisprudence a déclaré qu'il ne fallait pas confondre toutes les ententes, qu'il y en avait de bonnes et de mauvaises, et elle n'a consenti à punir que les ententes qui poursuivaient un but délictueux faussant le cours normal des prix. Le texte que nous vous soumettons tend à consacrer cette jurisprudence ». Monsieur le Ministre du Commerce, Bokanowski, tenait le même langage devant le Sénat à la séance du 19 novembre 1926 ⁽¹⁸⁾.

La jurisprudence a déjà eu l'occasion de décider conformément au nouvel art. 419 qu'une demande en nullité de cartel industriel était irrecevable, lorsque ce cartel avait pour but de remédier à des circonstances économiques défavorables et non de permettre aux producteurs réunis de créer des cours fictifs favorisant la hausse de leurs produits au-dessus des prix qu'aurait dé-

(17) *Journ. Off.* du 7 mars. p. 1124.

(18) *Journ. Off.* du 20 nov., p. 1654.

terminé la concurrence naturelle et libre du commerce (19).

La loi du 3 avril 1926 en ayant recours aux notions de but et de bénéfice exagéré, consacre donc une jurisprudence qui était sans doute économiquement nécessaire, mais dont les assises juridiques étaient bien faibles; elle ne s'expliquait en effet qu'en donnant au mot « naturel » un sens très spécial et peu conforme à son sens courant.

Il est enfin à signaler que si la notion de bénéfice exagéré est le critérium permettant de distinguer l'action coupable sur les prix, de l'action honnête, elle ne doit pas être étroitement interprétée. Le bénéfice recherché peut être lointain et une perte immédiate peut résulter de l'action opérée sur le marché. (Ex. : Union à la baisse) ; il faut donc entendre sous l'expression de bénéfice exagéré — toute recherche de profits contraires aux usages commerciaux.

(17) Cour d'appel d'Aix, 19 avril 1928. S. I., 1928, p. 903.

CHAPITRE IV

L'idée de but et la loi du 31 Juillet 1920 réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle

La loi du 31 juillet 1920, moyen de lutte contre la crise de dénatalité que nous subissons, sanctionne dans son article 1^{er} la provocation à l'avortement, provocation orale ou écrite réalisée par certains modes publics ou clandestins. Elle érige dans son article 2 en délit spécial la fourniture de moyens abortifs. Elle réprime dans son article 3, paragraphes 1 et 2, le délit de propagande anticonceptionnelle.

A. — *Le paragraphe 1^{er} de l'article 3 de la loi du 31 Juillet 1920*

Le premier paragraphe est ainsi conçu: « Sera puni d'un mois à six mois de prison et d'une amende de cent francs à cinq mille francs, quiconque, dans un but de

propagande anticonceptionnelle, aura, par l'un des moyens spécifiés aux articles premier et second, décrit ou divulgué, ou offert de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse ou encore facilité l'usage de ces procédés ».

Un élément matériel et un élément moral constituent donc le délit prévu par ce paragraphe premier.

L'élément matériel est le suivant::

a) Description, divulgation, offre de révéler même non publique, fait de faciliter l'usage;

b) De procédés propres à prévenir la grossesses;

c) Par certains modes qui sont: 1. les discours proférés dans les lieux où réunions publiques; 2. la vente ou mise en vente; 3. l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics ou la distribution à domicile sous bande ou sous enveloppe, fermée ou non fermée, à la porte ou à tout agent de distribution ou de transport, de livres, écrits, imprimés, annonces, affiches, dessins, images et emblèmes; 4. la publicité des cabinets médicaux ou soi-disant médicaux.

Avec l'élément moral, nous abordons un point essentiel de la loi. La simple intention de décrire, révéler ou faciliter l'usage de procédés anticonceptionnels par certains modes ne suffit pas à caractériser le délit. Le terme final auquel tend l'activité coupable est pris en considération, le délit n'est en effet retenu que si le but poursuivi par le prévenu est un but de propagande anticonceptionnelle.

1. — LA PROPAGANDE ANTICONCEPTIONNELLE

L'idée de but ne peut être utilement étudiée qu'après

avoir déterminé le sens du mot propagande et de l'épithète anticonceptionnelle. Qu'exprime le mot propagande? Par l'emploi de ce substantif, la législation a manifesté sa volonté d'atteindre celui qui s'efforce de propager et de divulguer des pratiques anticonceptionnelles, celui qui essaye de répandre dans les masses l'usage de ces pratiques. Il résulte donc de là, ainsi que le déclarent Messieurs Pierre Garraud et Marcel Laborde-Lacoste (1), que ne tombent pas sous le coup de la loi « les faits individuels isolés de pratiques anticonceptionnelles ».

Ces auteurs donnent des exemples: Ne peut être réprimée par la loi pénale: « une ovariectomie isolée, une stérilisation par rayons X, opérée par un spécialiste, sur la demande de la femme, étant établi que le fait n'est qu'un accident dans la vie professionnelle du prévenu; au contraire semblables interventions répétées ou plus fréquentes, à plus forte raison constituant une véritable entreprise commerciale, tomberaient incontestablement sous le coup de la loi ».

D'autre part, l'initiation anticonceptionnelle de la femme par le mari reste en dehors du champ de la répression. La Cour de Cassation a eu à statuer sur cette espèce, elle a décidé par un arrêt du 3 décembre 1926 (2)) que le mari qui met à la disposition de sa femme des procédés propres à prévenir la grossesse ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, « attendu, déclare la Cour

(1) *La répression de la propagande contre la natalité* par Pierre Garraud et Marcel Laborde. Imprimerie Nicollet, Aix-en-Provence, 1921.

(2) D. P., 1926, I, 97. G. P., 1926, I, 148.

suprême, que pour qu'il y ait propagande anticonceptionnelle, il faut que l'auteur du fait incriminé par la poursuite ait pour but de développer ou de vulgariser l'emploi de procédés propres à prévenir la grossesse ». Cette disposition est respectueuse du foyer.

Il est de même évident que ne peut être atteint par la loi pénale celui qui fait personnellement usage de dispositifs anticonceptionnels sans les recommander à autrui, il n'y a pas en effet de propagande et, d'ailleurs, si le législateur voulait réprimer l'usage même de procédés anticonceptionnels, il sanctionnerait un fait dont la preuve serait dans la plupart des espèces impossible à rapporter.

Par contre, celui qui vend des instruments anticonceptionnels sans recourir à des moyens de publicité, tels qu'annonces, prospectus, propos publics, fait-il acte de propagande? Cette question a été à plusieurs reprises posée devant nos juridictions répressives. Le 2 décembre 1921, le Tribunal correctionnel de Nantes ⁽³⁾ jugeait que la simple vente d'appareils anticonceptionnels ne pouvait pas constituer en elle-même un acte de propagande anticonceptionnelle et qu'elle ne pouvait revêtir ce caractère que si elle s'accompagnait de moyens de publicité; on relève notamment dans le jugement les attendus suivants: « Attendu que le Ministère public voit dans le fait de l'exposition et de la mise en vente, un acte de propagande anticonceptionnelle... Mais attendu... que l'exposition ou la mise en vente reprochées au prévenu ne sont par elles-mêmes que l'un des moyens

(3) G. P. 1922, I, 97.

énumérés par l'art 2... que ces moyens ne constituent pas à eux seuls le délit, qu'il y a lieu d'établir en outre que ces moyens ont été mis en œuvre dans un but de propagande anticonceptionnelle. Attendu qu'en dehors de la mise en vente, il n'est relevé contre le prévenu aucun acte, aucune manœuvre, aucun propos, aucune annonce ou prospectus pouvant permettre d'affirmer qu'en exposant les objets saisis, P... agissait dans le but de propagande anticonceptionnelle ».

Par contre, le Tribunal correctionnel de Colmar décida, par jugement du 8 mai 1925 (4), que la simple mise en vente d'appareils anticonceptionnels constituait en elle-même un acte de propagande anticonceptionnelle. Le Tribunal correctionnel de Colmar établit donc une présomption, celui qui vend des appareils anticonceptionnels est présumé poursuivre un but de propagande anticonceptionnelle, « attendu, déclare d'ailleurs le Tribunal de Colmar, que le but de propagande anticonceptionnelle doit être présumé quand un commerçant spécialiste expose à sa vitrine, aux yeux de tous, un appareil dont l'objet unique est de prévenir la conception et dont il ne peut ignorer la nature ».

La Cour d'Appel de Paris suivit la jurisprudence de la Cour de Nantes, en acquittant (5), le 21 juillet 1925, un individu qui avait vendu des pessaires dans l'arrière-boutique de son magasin. L'espèce dont était saisie la Cour de Paris était néanmoins quelque peu différente des espèces précédentes, les objets vendus n'a-

(4) G. P., 1925, II, 433.

(5) G. P., 1925, II, 433.

vaient pas en effet été exposés en vitrine, ils avaient été simplement tenus à la disposition de la clientèle dans une arrière-boutique. Sur pourvoi en Cassation du Ministère public, l'arrêt de la Cour de Paris fut cassé (6) et la Cour suprême décida que la vente ou la mise en vente de dispositifs anticonceptionnels suffisait pour constituer le délit, alors même que la vente de ces dispositifs eût été faite secrètement dans une arrière-boutique et non après exposition en vitrine, la vente ou la mise en vente propagent en effet nécessairement la restriction de la natalité.

Si le sens à donner au mot propagande peut prêter à discussion, par contre l'épithète anticonceptionnelle dit bien ce qu'elle veut dire et son interprétation ne donne naissance à aucune difficulté.

2. — LE BUT FINAL DE PROPAGANDE ANTICONCEPTIONNELLE

Mais la discussion s'élève à nouveau lorsqu'il s'agit de déterminer dans quels cas il y a poursuite du but de propagande anticonceptionnelle.

Supposons d'abord que le but anticonceptionnel soit bien le but final auquel tend l'activité du prévenu, mais que ce dernier ait également en vue un autre but final. Ainsi, un pharmacien offre au public un procédé anticonceptionnel qui constitue également un procédé antivénérien. Le but final poursuivi par le pharmacien est sans doute anticonceptionnel, mais il est également antivénérien. Tombe-t-il sous le coup de la loi pénale? La jurisprudence ne s'est pas prononcée d'une façon

(6) Arrêt de la Ch. crim. du 6 décembre 1926. D. P., 1920, I, 97, avec note de M. Wast.

formelle, mais la doctrine considère que de tels faits ne peuvent pas constituer leur auteur coupable d'une infraction à la loi pénale. Messieurs Garraud et Laborde-Lacoste déclarent dans l'ouvrage précité que la vente d'appareils servant à la fois à la prophylaxie antivénérienne et comme moyen préventif de grossesse doit être tolérée. Le but anticonceptionnel ne pourrait être considéré comme répréhensible que s'il était seul but final et non s'il était accompagné d'un autre terme final. D'ailleurs, si la jurisprudence ne s'est pas prononcée catégoriquement, elle semble néanmoins avoir adopté implicitement dans certaines décisions la théorie de Messieurs Garraud et Laborde-Lacoste.

Ainsi, la Cour de Paris, quoique relaxant pour défaut de propagande (7) un pharmacien, vendeur de pessaires, prend néanmoins soin d'affirmer que ces instruments sont uniquement anticonceptionnels.

De même, le Tribunal correctionnel de Colmar, déclare dans le jugement précité du 8 mai 1925, que s'il considère que la simple vente d'objets anticonceptionnels est répréhensible, ce n'est que lorsque la vente porte sur des appareils « dont l'objet — unique — est de prévenir la conception ».

Si le but anticonceptionnel est bien le but final et exclusif poursuivi par le prévenu, il y a très certainement lieu à application de la loi pénale. Mais le but anticonceptionnel a pu être pour le prévenu un simple moyen de réaliser un autre but, lequel, dans sa pensée, constitue le terme final de son action, tandis que le but anti-

(7) Arrêt précité du 21 juillet 1925. G. P., 1925, II, 433.

conceptionnel lui sert uniquement à réaliser cette fin.

Ainsi le but final poursuivi par le vendeur d'appareils anticonceptionnels est un but de lucre; le but anticonceptionnel étant pour lui un simple « but moyen », permettant de réaliser un bénéfice. Y a-t-il alors lieu à application de la loi pénale, c'est-à-dire le but moyen est-il suffisant pour constituer l'idée de but telle qu'elle ressort de la loi du 31 juillet 1920? La jurisprudence semble l'admettre.

Le Tribunal correctionnel de Colmar condamna sans doute un vendeur d'instruments anticonceptionnels en raison du caractère de propagande que présentait la vente, mais il prit néanmoins soin de déclarer dans les attendus de son jugement « que le but lucratif que poursuit tout commerçant ne saurait faire disparaître la propagande coupable (8).

Mais en général, la jurisprudence se borne à affirmer que la vente fait présumer le but de propagande anticonceptionnelle, elle confond de la sorte implicitement la notion de but final et celle de but moyen, la présomption de but que la jurisprudence substitue en effet à la notion de but écrite d'une façon expresse dans la loi du 31 juillet 1920, est une présomption de but anticonceptionnel moyen tout autant que de but anticonceptionnel final, de telle sorte que ne peut se soustraire à l'application de la loi pénale celui qui n'a poursuivi le but anticonceptionnel que comme simple moyen lui permettant d'atteindre un autre but, le bénéfice commercial.

(8) Jugement précité du 8 mai 1925.

D'autre part, le but final peut être médical, alors que le but moyen est anticonceptionnel. On cite l'exemple du médecin qui conseille à des couples de ne pas avoir d'enfants pour raison de santé et leur fait connaître à cette fin les procédés anticonceptionnels. On admet en général que le médecin donnant un tel conseil ne pourrait être inquiété, car le but anticonceptionnel n'aurait été pour lui qu'un simple moyen d'atteindre un autre but, le but moyen ne serait donc pas pris en considération, solution opposée à celle donnée par la jurisprudence lorsqu'il s'est agi pour elle de dire si le but moyen anticonceptionnel était suffisant pour permettre l'application de la loi pénale, alors qu'un but de lucre constituait le but final. Certaines décisions de jurisprudence sont allées jusqu'à admettre que la vente d'appareils essentiellement anticonceptionnels ne pouvait être néanmoins sanctionnée pénalement, car ces appareils peuvent être utilisés dans un but médical ⁽⁹⁾..

Ainsi, nos tribunaux semblent admettre que le but moyen est suffisant pour constituer l'élément moral du délit de propagande anticonceptionnelle, lorsque le but final est un but de lucre, le but moyen est au contraire insuffisant si le but final est un but médical.

(9) Jugement du Trib. correct. de la Seine du 27 janvier 1926. G. T., 1926, III, 401.

**B. — *Le paragraphe 2 de l'article 2
de la loi du 31 Juillet 1921***

Le deuxième paragraphe de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1920 est ainsi conçu: « Les mêmes peines seront applicables à quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, se sera livré à une propagande anticonceptionnelle ou contre la natalité ».

En ce qui concerne la propagande anticonceptionnelle, on a pu se demander ce qu'ajoute ce texte au paragraphe précédent. On a surtout vu dans cette disposition un moyen de réprimer la propagande anticonceptionnelle en soi, en dehors de toute description, divulgation ou offre de révéler des procédés propres à prévenir la grossesses. Ainsi le Tribunal correctionnel de la Seine eut à juger l'auteur d'un article paru dans le *Parlementaire* du 9 octobre 1920 et intitulé: « Faites des enfants ». Cet article comprenait notamment les passages suivants: « Est-ce que la femme n'est pas maîtresse de ses flancs, de son ventre, de son utérus, comme elle est maîtresse de sa chevelure, de son visage, de ses mains?... Partout, des hommes courageux se lèvent: médecins, savants, philosophes, humanitaires, qui répandent dans le pays la connaissance des moyens préventifs permettant aux filles de prolétaires d'éviter des grossesses non désirées. Et ce sont ces hommes que vous poursuivez au nom de votre morale! »

Il n'y a dans cet article ni description, ni divulgation, ni offre de révéler des procédés anticonceptionnels; le Tribunal correctionnel de la Seine a néanmoins condamné l'auteur de l'article en vertu du paragraphe 2 de l'article 3 de la loi du 31 juillet 1920.

Ce texte réprime donc d'une façon absolument générale la propagande anticonceptionnelle, et ne fait aucun appel à la notion de but. Le législateur pourrait utilement assurer son œuvre de répression par ce seul texte et il pourrait supprimer le paragraphe 1, d'autant plus que comme nous l'avons vu, notre jurisprudence tend à confondre le but final et le but moyen et à présumer le but poursuivi, de telle sorte que le délit de l'article 3, paragraphe 1 de la loi du 31 juillet 1920 devient un simple délit intentionnel. D'ailleurs, les législations étrangères et notamment les législations belge et hollandaise ⁽¹⁰⁾ sanctionnent la propagande anticonceptionnelle en dehors de toute notion de but anticonceptionnel. Si dans la loi belge du 20 juin 1923 (voir Rev. pén. 1924, p. 231) réprimant la propagande contre la natalité, il est fait mention de but, ce n'est pas du but anticonceptionnel, mais du but de lucre, considéré par la législation belge comme élément constitutif de certains délits de propagande anticonceptionnelle ⁽¹¹⁾.

(10) Voir le projet hollandais cité à la thèse de M. Beltrami. « La provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle ». Aix, 1924.

(11) Le texte auquel il est fait allusion est celui-ci : « Sera puni... quiconque aura, dans un but de lucre, favorisé les passions d'autrui en exposant, vendant ou distribuant des écrits imprimés ou non, qui divulguent des moyens d'empêcher la conception, en préconisant l'emploi ou fournissant des indications sur la manière de se les procurer et de s'en servir. »

CHAPITRE V

L'idée de but et la loi du 12 Février 1924 réprimant les atteintes au crédit de l'état

La loi du 12 février 1924 a eu pour but de réprimer les atteintes au crédit de l'Etat.

L'article 2, qui constitue le texte essentiel, punit d'une peine d'emprisonnement et d'amende « quiconque aura, même sans emploi de moyens frauduleux :

1° Opéré ou tenté d'opérer la baisse des devises nationales dans un but de spéculation ;

2° Provoqué ou tenté de provoquer la vente des titres de rente ou autres effets publics, mis obstacle ou tenté de mettre obstacle à l'achat desdits fonds ou valeurs ou à leur souscription, dans un but de dépréciation ».

Les deux délits prévus par l'article 2 de la loi ne sont donc réalisés que si le prévenu a poursuivi un but déterminé, but de spéculation d'une part, but de dépréciation d'autre part. Le but de spéculation n'ayant pas

fait jusqu'ici l'objet de décisions jurisprudentielles, nous nous bornerons à étudier le but de dépréciation, élément constitutif du délit d'atteinte au crédit de l'Etat. Ce délit suppose en effet la réunion de deux éléments :

1° Un élément matériel, consistant dans la provocation à la vente des rentes ou effets publics ou dans la mise d'un obstacle à l'achat et à la souscription de ces rentes. Le délit est retenu même lorsque l'agent a simplement tenté la réalisation de ces manœuvres ;

2° Un élément moral, caractérisé par le but auquel tend l'auteur du délit de dépréciation. Le but de dépréciation a donné lieu à d'importantes discussions jurisprudentielles.

La discussion n'a pas porté sur le sens à donner au mot « dépréciation » qui est le fait de diminuer la valeur d'un titre ; elle a porté sur la signification du mot but. Nos tribunaux se sont demandés si la loi du 12 février 1925 ne devait s'appliquer que lorsque l'agent avait poursuivi un but final de dépréciation ou si, elle pouvait recevoir effet lorsque le but de dépréciation avait été simplement pour l'agent un but moyen lui ayant permis d'atteindre un but final autre.

Le Tribunal correctionnel de Bordeaux (13 mars 1925) et la Cour d'Appel de cette ville (16 juin 1925) ont été les premiers à se prononcer sur la difficulté et leurs décisions ont fait l'objet d'un commentaire de M. Laborde-Lacoste, paru à la *Revue internationale de droit pénal* (1). L'espèce soumise au Tribunal et à la Cour de

(1) Le but de l'agent, élément constitutif de l'infraction dans la législation, la doctrine, la jurisprudence françaises. *Revue internat. de Droit pénal*, 1^{er} janv. 1926.

Bordeaux était la suivante: Les démarcheurs d'une société de dérivés chimiques du bois conseillaient la vente des rentes sur l'Etat et l'achat des valeurs qu'ils étaient chargés de placer. Ils essayaient d'amener à la vente des rentes, en affirmant que celles-ci baisseraient, qu'elles seraient frappées de lourds impôts et que le taux de l'intérêt serait réduit; de la sorte, ils dépréciaient les fonds d'Etat. Le 13 mars 1925 (2), le Tribunal correctionnel de Bordeaux relaxa les prévenus des fins de la poursuite, décidant que le but de dépréciation des rentes sur l'Etat avait été pour eux un simple but moyen, le but final de leur activité étant le placement des valeurs de la société des dérivés chimiques. Le jugement contient notamment les attendus suivants: « Attendu que ces agissements n'ont eu pour but, au dire même des témoins, que de les amener à acquérir, en remplacement des titres de rente et bons qu'ils avaient, des valeurs industrielles que les prévenus étaient chargés de placer;

Attendu en conséquence que la dépréciation des effets publics imputable aux prévenus dont s'agit apparaît, non comme un but par eux poursuivi, mais bien comme uniquement un simple moyen accessoire d'arriver au résultat par eux cherché, c'est-à-dire au placement des valeurs qu'ils préconisaient ».

La Cour d'Appel de Bordeaux, par arrêt du 16 juin 1925 (3) infirma le jugement précité pour les motifs suivants: « Considérant que le législateur, en vue de répri-

(2) G. P., 1925, II, 600.

(3) G. P., 1925, II, 451.

mer tous les agissements susceptibles de provoquer la dépréciation, des titres de rente ou autres effets publics, a entendu limiter le caractère de l'infraction à ces seuls agissements, à l'exclusion de toute autre considération de bonne ou mauvaise foi de l'agent, comme du mobile ou but de l'action;

« Considérant que les motifs et le but final de leurs actes, selon les principes du droit pénal, restaient sans influence sur le caractère juridique du délit et ne peuvent être retenus comme éléments constitutifs. »

Il existait donc une opposition flagrante entre les deux décisions. Le Tribunal correctionnel de Bordeaux décidait que le simple but moyen de dépréciation ne pouvait constituer l'élément moral prévu par la loi du 12 février 1924. Son interprétation était donc très restrictive. La Cour de Bordeaux affirmait par contre que les juges n'avaient pas à examiner quel avait été le but poursuivi, il suffisait, d'après cette juridiction, que les agissements puissent provoquer la dépréciation pour que le délit soit retenu. Elle donnait donc une interprétation très extensive de la loi du 12 février 1924.

L'affaire ayant été portée devant la Cour de Cassation, la Chambre criminelle, par arrêt du 11 décembre 1925 (4) confirma sans doute l'arrêt de la Cour de Bordeaux, mais donna des motifs différents. La Cour de Cassation décide en effet, contrairement à ce qu'avait jugé la Cour d'Appel de Bordeaux, que le juge n'avait pas à faire abstraction de la notion de but, car le but constitue un élément du délit; mais elle ajoute que le

(4) D. H., 1926, 36. S. 1927, I, 65.

simple but moyen suffit à caractériser l'infraction; que la dépréciation ait été le but final de l'agent ou qu'elle ait été employée par lui comme moyen de réaliser un autre but, il y a donc lieu à application de la loi pénale.

L'interprétation donnée par la Cour de Cassation surprip, car plusieurs juridictions avaient adopté la manière de voir du Tribunal correctionnel de Bordeaux. Ainsi le Tribunal de Libourne (5), le Tribunal d'Orléans (6), avaient relaxé dans des espèces semblables à celles de Bordeaux. Le Tribunal correctionnel d'Orléans déclarait notamment dans un jugement du 27 octobre 1925: « Attendu que les prévenus ont bien provoqué les personnes auxquelles ils s'adressaient à vendre les titres de rente.

Mais qu'il n'avaient pas en vue de les déprécier sur le marché, d'en faire baisser les cours.

Que leur seul but était d'amener les gens par eux sollicités à se procurer des fonds pour les employer à acheter des valeurs industrielles qu'ils étaient chargés de placer, qu'ils les engageaient à vendre à cet effet les valeurs dont ils étaient porteurs... »

Mais à la suite de l'arrêt de la Cour de Cassation, les juridictions d'ordre inférieur adoptèrent la manière de voir de la Cour suprême. Un arrêt de la Cour de Rennes, du 19 janvier 1926 (7) distingue très nettement entre le but final que s'est proposé l'agent et le but secondaire ou but moyen. La Cour de Rennes déclare qu'il

(5) Jugement du 22 janvier 1926, G. D., 1926, I, 380.

(6) Jugement du 27 octobre 1925. G. P., 1925, II, 709. S. 1929, II, 111.

(7) G. P., 1926, I, 462.

n'est pas nécessaire que le but final ait été la dépréciation et que le délit est réalisé chaque fois que la dépréciation a simplement constitué le but intermédiaire.

Conformément à cette théorie, la Cour de Rennes condamne des démarcheurs qui, pour placer des valeurs industrielles, avaient conseillé la vente des rentes françaises en raison de la baisse probable de ces titres. On relève notamment dans l'arrêt le considérant suivant : « Considérant que cette intention finale du prévenu est sans influence sur le délit lui-même, dont l'élément intentionnel est caractérisé, dès que le premier but a été atteint sans qu'il soit besoin de rechercher le profit indirect que L... pouvait dans la suite en tirer pour lui-même, qu'une interprétation contraire mettrait, d'une façon absolue, obstacle à l'application de la loi de 1924, car il est impossible d'imaginer une espèce quelconque, de tendance soit politique, soit financière, sans s'apercevoir que le but final est autre que le but de dépréciation ».

La Cour de Besançon statua dans le même sens, le 19 février 1926 (8). Un remisier à la Bourse de Paris, pour déterminer des porteurs de rente à se défaire de leurs valeurs et à acheter les actions dont il opérait le placement, avait tenu le langage suivant : « Nous allons à une débâcle certaine ; les titres français baissent tous les jours, plus vous attendrez, plus vous perdrez, les valeurs de l'Etat français sont des chiffons de papier ; avant un an, nous aurons la guerre ; les rentes françaises tomberont à rien ; la France va faire faillite ;

(8) G. P., 1926, I, 563.

le Crédit National baisse tous les jours, il va venir à rien, il faut s'en débarrasser ».

Le prévenu s'étant pourvu en Cassation, contre l'arrêt de la Cour de Besançon le condamnant, la Chambre criminelle, le 24 juin 1926 (9), rejeta le pourvoi formé, affirmant de la sorte sa jurisprudence antérieure. Elle déclare notamment: « Que si, il est vrai, le prévenu s'est proposé en même temps de tirer de cette dépréciation délictueuse des profits personnels, en déterminant ses clients, ainsi que l'indique l'arrêt, à lui acheter, en remploi des titres ou effets publics dont il avait provoqué la vente, une valeur industrielle dont il avait entrepris le placement, cette circonstance ne saurait faire disparaître le délit ».

Notre jurisprudence est donc aujourd'hui bien établie, le simple but-moyen de dépréciation suffit à constituer l'élément moral de la loi du 12 février 1924, alors que le but final poursuivi par l'agent est un but commercial, la réalisation d'un bénéfice.

Nos juridictions ont adopté d'autre part une jurisprudence semblable lorsqu'il s'est agi pour elles de dire si celui qui emploie la dépréciation du franc et des rentes comme moyen de réaliser des fins politiques commet le délit d'atteinte au crédit de l'Etat.

Au cours de l'année 1926, le parti politique l'Action française fit apposer dans de nombreuses villes des spécimens d'une affiche ayant pour titre: « La République, c'est la banqueroute » et dont le passage le plus caractéristique était le suivant: « Le franc ne vaut plus que

(9) D. P., 1927, I, 177, avec note de M. André Henry.

quatre sous; l'Etat ne paye plus ses dettes les plus sacrées; il emprunte des milliards à des conditions chaque jour plus onéreuses, il imprime de la fausse monnaie; c'est l'inflation. Les coffres sont vides, la confiance s'en va, le crédit est mort. La République, c'est le gaspillage du budget; elle mène le franc à zéro ».

Dans certaines villes, les membres de l'Action Française ayant apposé cette affiche, furent inculpés du délit d'atteinte au crédit de l'Etat.

Si le but final par eux poursuivi avait été la dépréciation du franc, aucune difficulté n'aurait pu surgir, une condamnation se serait imposée. Mais ils n'avaient évidemment pas pour but final de susciter la baisse du franc, leur but final était d'ordre politique, saper les assises du régime républicain; la critique de la politique gouvernementale et notamment de la politique financière d'emprunts qui, à leurs yeux, devait entraîner la chute complète du franc et des fonds d'Etat, leur apparaissait comme un moyen efficace de réalisation de fins politiques. La dépréciation du franc était donc employée par eux comme simple moyen et le but de dépréciation constituait un but moyen.

Nos tribunaux ont-ils admis que ce but moyen suffisait à caractériser, dans cette hypothèse, l'élément moral du délit d'atteinte au crédit de l'Etat?

Le Tribunal de Montauban ne l'admit pas et le 1^{er} novembre 1926 prononça un jugement de relaxe ⁽¹⁰⁾. Il déclare que « la loi ayant ajouté aux deux conditions normales et conformes (élément matériel et intention

(10) G. P., 1927, II, 301.

simple) une troisième condition, toute spéciale, la preuve du but de dépréciation, implique la latitude laissée par elle de provoquer la vente des valeurs de l'Etat, dans le cas où une pareille initiative serait justifiée par un autre but qu'un but de dépréciation ».

Mais un courant contraire devait bientôt se dessiner en jurisprudence. Le Tribunal correctionnel de Saint-Quentin, le 8 avril 1927; la Cour de Douai, le 3 mars 1927; la Cour de Paris, le 24 novembre 1927 ⁽¹¹⁾, condamnèrent des membres de l'Action Française ayant apposé l'affiche dont nous avons rapporté le principal passage.

La Cour de Cassation, saisie de deux pourvois contre les arrêts des Cours d'Appel de Douai et de Paris, par décisions en date du 3 mars 1927 ⁽¹²⁾ et du 12 février 1928 ⁽¹³⁾, confirma les sentences prononcées. La Cour suprême déclare notamment dans son arrêt du 12 février 1928: « Attendu que de ces constatations, la Cour d'Appel a déduit à juste titre, d'une part, qu'elles impliquaient nécessairement l'intention délictuelle du demandeur de porter atteinte au crédit de l'Etat, et, d'autre part, qu'il est indifférent que L... de V... ait été, comme il le prétend, déterminé à rédiger et à faire placarder l'affiche dont il s'agit, par un mobile d'ordre politique ».

Notre jurisprudence admet donc formellement que le but moyen de dépréciation peut constituer l'élément moral du délit d'atteinte au crédit de l'Etat, quel que soit

(11) Trib. corr. de Saint-Quentin. S. I., 1927, p. 1211, avec une note très complète de M. Pierre Garraud. Cours d'appel de Paris et Douai. D., 1927, I, 181.

(12) D. P., 1927, I, 180, avec note de M. André Henry.

(13) S. I., 1928, p. 579, avec note de M. Pierre Garraud.

le but final poursuivi par l'agent, que ce but final soit d'ordre commercial ou d'ordre politique.

L'étude du délit de propagande anticonceptionnelle nous avait permis de constater que nos tribunaux tendaient à confondre les notions de but final et de but moyen; l'examen de la jurisprudence suscitée par la loi du 12 février 1924 nous permet d'affirmer qu'ils ont réalisé cette confusion d'une façon formelle et voulue lorsqu'il s'est agi pour eux de statuer sur le délit d'atteinte au crédit de l'Etat.

CHAPITRE VI

.....

La notion de but dans d'autres textes législatifs

Il existe enfin d'autres textes pénaux qui font appel, d'une façon expresse, à l'idée de but.

L'importance pénale actuelle de deux de ces textes nous oblige à les citer :

I. — En premier lieu, la loi du 3 avril 1903, qui a modifié l'article 334 du Code pénal présente deux dispositions intéressantes. Ces dispositions constituent les paragraphes 2 et 3 de l'art. 334 du C. pén. sous la forme suivante :

« Sera puni...

2° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure en vue de la débauche.

3° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus

d'autorité, ou tout autre moyen de contrainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou une fille majeure en vue de la débauche. »

La notion de but résulte très nettement dans ces deux paragraphes de l'incorporation au texte des mots — pour satisfaire les passions d'autrui.

2. — D'autre part, la loi du 12 juillet 1916, qui modifie la loi du 19 juillet 1845 sur la vente des substances vénéneuses établit plusieurs délits qui tendent à réprimer l'usage abusif des stupéfiants (morphine, cocaïne, opium...). La notion de but est incorporée dans l'un de ces délits. Il s'agit de l'une des infractions prévue à l'article 2, paragraphe 2 de la loi du 19 juillet 1845, modifiée par celle du 12 juillet 1916. Le texte de cette infraction est en effet ainsi conçu :

« Art. 2. — Seront punis...

Seront punis des mêmes peines (ceux qui auront usé en société des dites substances) ou en auront facilité l'usage à titre onéreux ou à titre gratuit, soit en procurant dans ce but un local, soit par tout autre moyen ».

Il résulte de ce texte que celui qui procure un local à des fumeurs d'opium ou à toutes autres personnes usant de stupéfiants ne peut être poursuivi que s'il a mis ce local à leur disposition pour qu'ils y usent de stupéfiants et non pour une autre fin; l'idée de but final ressort donc très nettement de ce texte que la Cour d'Aix a eu l'occasion d'appliquer récemment. Elle a décidé dans un arrêt du 15 février 1929 (1) que le prévenu qui avait procuré à sa maîtresse un appartement des-

(1) S. I., 1929, p. 568.

tiné à les loger tous les deux ne pouvait pas être condamné en vertu de la loi du 16 juillet 1916, si sa maîtresse avait fumé l'opium dans le local mis à sa disposition; la Cour d'Aix déclare notamment: « le texte ne s'applique qu'aux professionnels, aux tenanciers de fumeries payantes ou gratuites, à ceux qui fournissent à autrui un local — dans le but — d'y fumer ».

ANNEXE

PROJET LÉGISLATIF EN PRÉPARATION

La Commission de législation de la Chambre a terminé le 8 février dernier l'examen d'un rapport de Monsieur le député Cantru, sur le projet de loi « ayant pour but de réprimer les atteintes à l'intégrité du territoire national ou à l'autorité de la France sur les territoires où cette autorité s'exerce ».

Ce projet qui tend essentiellement à réprimer les menées séparatistes fait appel à la notion de but. Il est en effet ainsi rédigé ⁽¹⁾:

ART. 1^{er}. — Tout acte de propagande de nature à mettre en péril la paix publique et « ayant pour but » de soustraire à la souveraineté de la France une partie du territoire sur lequel cette souveraineté s'exerce, soit exclusivement, soit à titre de protectorat, sera puni d'un emprisonnement d'un an à 5 ans, et d'une amende de 100 à 5.000 fr. Le coupable pourra de plus être interdit, en tout ou partie, des droits mentionnés à l'art. 42 du Code pénal.

(1) Il s'agit du texte adopté par la Commission d'accord avec le Gouvernement. V. *Echo de Paris* du 9 février 1929.

ART. 2. — Les individus condamnés en vertu de l'article précédent pourront être frappés de la peine de l'interdiction de séjour prévue par l'art. 15 de la loi du 27 mars 1885.

Nous n'avons pas à étudier ce texte qui est à l'état de simple projet législatif, mais il est évident que la notion de but qu'on y relève pose des questions semblables à celles examinées précédemment — détermination du but — opposition du but moyen et du but final.

QUATRIÈME PARTIE

Le BUT SOCIAL COMME FAIT JUSTIFICATIF

L'idée de mobile et de but est étroitement unie à la notion de fait justificatif.

Une action ou une inaction humaine peut être contraire à une règle pénalement sanctionnée et être, à titre exceptionnel, conforme à une règle juridique qui commande ou permet l'acte habituellement défendu par la loi pénale. L'élément injuste de l'infraction disparaît alors, il existe un fait justificatif dont les effets ne se manifestent pas seulement sur le terrain pénal, mais aussi sur le terrain civil: si une action ou une inaction humaine est impunie du fait qu'elle n'est pas injuste, elle ne peut, en aucune manière, être considérée comme illicite au point de vue civil, l'acte qui bénéficie d'une cause de justification, ne peut donner lieu à des dommages-intérêts devant les tribunaux civils et tout contrat qui aurait pour objet ou pour cause la réalisation de cet acte ne peut être annulé comme illicite (1).

Toute cause de justification est fondée sur un ordre ou une ou une permission de la loi, ordre ou permission qui peuvent résulter de textes civils ou administratifs comme de textes répressifs, de textes implicites comme de textes exprès. « Ainsi, déclare Monsieur Pierre Garraud (2), toutes les fois qu'une loi autorise et organise une profession, une institution sociale, dont l'exercice

(1) V. *Revue Internationale de Droit pénal*, 1924, n^{os} 3-4, pp. 212 et suiv. « Les Sports et le Droit pénal », par Pierre Garraud ».

(2) *Op. cit.*, p. 228.

comporte nécessairement l'accomplissement d'actes normalement prohibés par une règle pénale, on doit considérer que cette loi rend par là même exceptionnellement illicite la réalisation de ces actes ».

Mais déclarer que le fait justificatif doit s'appuyer sur un texte législatif, c'est sans doute exprimer une condition essentielle à son existence, ce n'est pas expliquer sa nature que seul un appel à la notion de mobile et de but, plus spécialement de but social, permet d'analyser.

L'article 328 du Code pénal dispose qu'il n'y a ni crime ni délit « lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui ». Ce fait justificatif de légitime défense s'explique par la nature du mobile; celui qui a porté les coups ou donné la mort a obéi soit à un mobile intéressé de sécurité individuelle (légitime défense de soi-même), soit à un mobile désintéressé fait de solidarité et d'altruisme.

De même l'article 327 du Code pénal dispose qu'il n'y a ni crime ni délit « lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient ordonnés par la loi, et commandés par l'autorité légitime ». Violence et meurtres sont alors couverts par le but social poursuivi par l'agent, but social résultant d'intérêts sociaux supérieurs à ceux que la loi protège ordinairement en réprimant les délits de sang.

La notion de but social explique plus spécialement les deux faits justificatifs suivants:

Les violences exercées par un médecin ou un chirurgien sur le corps d'un malade ou celles résultant de la

pratique des sports violents (lutte, boxe, football) sont justifiées par une permission de la loi. Les lois du 19 ventôse An XI et du 30 novembre 1892 organisent en effet la profession de médecin et l'organisation de cette profession qui comporte nécessairement l'accomplissement d'actes prohibés en principe par la loi pénale vaut permission de la réaliser. De même plusieurs dispositions législatives autorisant ou tendant à favoriser la pratique des sports (l'article 1966 du Code civil, organisation de l'instruction physique dans la nation et dans l'armée, création d'un Office national des Sports...), couvrent les violences qui peuvent résulter d'un exercice sportif. Mais qu'il s'agisse de médecine ou de sports, les violences ne sont justifiées que si d'une part la victime a donné son consentement à subir des risques éventuels (3) et que s'il y a eu d'autre part exercice normal de la profession médicale ou du jeu sportif, c'est-à-dire si le traitement a été prescrit, l'opération réalisée, le sport violent pratiqué en considération d'un but social. Le caractère social du but poursuivi par l'agent est donc l'une des conditions essentielles à l'admission du fait justificatif. Le but social de l'art médical est guérir. Le but social du sport est réaliser le développement de l'adresse et de la force corporelle.

La technique médicale et sportive est précisément régie par certaines règles qui ont été établies en fonction du but social poursuivi, pour obtenir le résultat

(3) Sauf quelques cas exceptionnels en matière médicale.

Sur ce point, voir l'ouvrage de MM. Pierre Garraud et Laborde-Lacoste : « Le rôle de la volonté du médecin et du patient quant au traitement médical et à l'intervention chirurgicale. »

cherché. Celui donc qui n'observe pas ces règles ne poursuit pas un but social et les violences qu'il peut exercer ne sont pas justifiées.

L'idée de but de culture physique réalisé lorsque les règles sportives sont observées apparaît dans une décision de la Cour de Douai du 3 décembre 1924 (4). La Cour de Douai a sans doute eu à statuer sur un litige civil, l'annulation d'un contrat relatif à un match de boxe, mais l'annulation était sollicitée pour cause pénalement illicite; le demandeur prétendait en effet que les coups qui sont portés au cours d'un match de boxe sont sanctionnés par les articles 309 et suivants du Code pénal. La Cour de Douai n'a pas fait droit à cette thèse et a déclaré licites les coups portés au cours d'un match de boxe, elle a donc estimé que les violences sportives ne pouvaient pas être assimilées aux blessures prévues par les articles 309 et suivants du Code pénal. Elle a essayé de justifier les violences sportives par plusieurs arguments et notamment en faisant appel à la notion de but de culture physique qui existe toutes les fois que les règles du sport sont respectées, elle déclare en effet: « Attendu qu'à la différence des coups punis par le Code pénal... les coups que portent les boxeurs n'ont d'autre but que de faire valoir leur adresse dans l'attaque et dans la défense »... « que les boxeurs se disqualifieraient s'ils se frappaient dans certaines parties du corps et usaient de procédés interdits ».

Le but social peut ne pas avoir été poursuivi alors que toutes les règles de l'art ou du jeu ont été observées.

(4) D., 1913, II, 198. S., 1914, II, 217.

Ce principe trouve d'abord application en matière médicale. Ainsi qu'il a été dit, le but social que doit poursuivre tout chirurgien ou médecin est un but curatif. Toutes les fois que ce but n'aura pas été poursuivi, les violences qui ont pu être exercées au cours de l'opération médicale ou de l'application d'un traitement médical ne sont pas couvertes par un fait justificatif. Dans cet ordre d'idées, MM. Pierre Garraud et Laborde-Lacoste déclarent (5): « L'intérêt général commande qu'on ne tienne pour justifiés que les traitements et les opérations qui ont pour but d'améliorer ou de conserver la valeur sociale des individus ».

Le médecin qui participe à un homicide, à une blessure, à une mutilation punissable, agit non pour conserver, mais pour détruire ou diminuer la valeur sociale d'un individu. Il tombe donc sous le coup de la loi pénale et le consentement de la victime ne saurait jouer le rôle de fait justificatif (6). Se rend ainsi coupable de meurtre le médecin qui tue volontairement une personne sur sa demande et pour abrégér ses souffrances (7). De même, commet le crime de castration, violence spéciale prévue à l'article 316 du Code pénal ou le crime de mutilation, autre violence spéciale prévue à l'article 310 du Code pénal, le chirurgien amputant les organes génitaux d'un

(5) *Op. cit.*, p. 35.

(6) Sur ce point, v. Pierre Garraud et Laborde-Lacoste; *op. cit.* Nous citons les principaux exemples que donnent ces auteurs.

(7) Cette solution a fait l'objet de textes spéciaux dans certaines législations : C. pénal allemand, art. 216; C. pénal hollandais, art. 293. Néanmoins, le Code pénal des Soviets, qui a consacré à cette hypothèse un texte spécial (art. 143) donne une solution opposée, il exempte de peine « l'homicide commis par compassion, sur les sollicitations de la personne tuée ».

individu ou mutilant cet individu sur sa prière pour le soustraire aux obligations du service militaire. Il est enfin à signaler que dans certains cas les blessures faites par les chirurgiens ou les médecins alors qu'ils ne poursuivent pas un but curatif sont réprimées par des textes spéciaux; ainsi l'avortement opéré ou tenté par une intervention médicale ou chirurgicale, obtenue d'un médecin par une femme enceinte, est réprimé par les alinéas 1 et 3 de l'article 317 du Code pénal. De même le médecin qui pratiquerait une série d'ovariotomies ou de stérilisations par les rayons X tomberait sous le coup des dispositions de la loi du 31 juillet 1920.

En second lieu, la responsabilité pénale du médecin, qui réalise sur un malade des expériences scientifiques sans but curatif, peut être retenue, le cas échéant, quel que soit l'intérêt scientifique de l'expérience et les progrès que peut en attendre l'art médical. Ainsi que le déclarent MM. Pierre Garraud et Laborde-Lacoste : « l'Académie de médecine eut l'occasion de protester contre la témérité coupable d'un chirurgien qui, ayant procédé sur deux femmes atteintes d'un cancer au sein à l'ablation de cet organe, avait ensuite greffé sur le sein intact des malades un fragment de tumeur ⁽⁸⁾ ». Le tribunal correctionnel de Lyon appliqua l'article 311 du Code pénal à un médecin qui avait inoculé à un patient une maladie contagieuse dans un but d'expérimentation scientifique ⁽⁹⁾. Enfin l'opinion publique a été récemment émue par l'affaire dite « des piqûres de Suresnes » ;

(8) Compte rendu de l'Académie de médecine, 1591.

(9) Jugement du 15 décembre 1859. D., 59, II, 87. Voir également P. Garraud et Laborde-Lacoste, *op. cit.*, p. 79, note 1.

une doctoresse en médecine pratiquait sur des enfants arriérés des établissements d'instruction publique de cette ville, des injections de cyanure de mercure, qui amenèrent chez certains sujets des troubles sérieux. Une information fut ouverte et devant le juge d'instruction s'est posée la question qui nous occupe : l'inculpée usait-elle d'un traitement curatif, qui, malgré sa nouveauté et son audace, était d'une efficacité déjà éprouvée, ou au contraire procédait-elle en réalité à des expériences scientifiques ?

En troisième lieu la responsabilité pénale des médecins peut être engagée lorsqu'ils ont réalisé des traitements ou opérations de luxe. « On entend par là, ainsi que le déclarent MM. Pierre Garraud et Laborde-Lacoste ⁽¹⁰⁾, des interventions dont le but n'est pas de soigner et de guérir, mais de débarrasser le patient d'une imperfection physique qui, sans altérer sa santé, la dépare au point de vue esthétique ». Un but esthétique et non curatif est donc poursuivi, s'il résulte de l'opération ou du traitement des lésions physiques pour le patient, que le médecin est pénalement responsable. Cette solution a été, à plusieurs reprises, adoptée par nos cours et tribunaux. Ainsi un arrêt de la Cour d'appel de Paris du 22 janvier 1913 et un arrêt de la Cour de Cassation du 22 novembre 1920, à propos d'un traitement électrolytique destiné à épiler le visage d'une femme, traitement ayant occasionné à la peau des lésions indélébiles, disposent que « lorsque le médecin se trouve en présence non d'un mal à guérir, mais d'une

(10) *Op. cit.*, p. 81.

simple imperfection physique à faire disparaître ou à dissimuler, ni l'intérêt de la science, ni l'intérêt du malade n'exigent que, pour un si mince résultat, il risque de changer cette imperfection physique en un mal véritable et de l'aggraver ⁽¹¹⁾ ».

Fidèle à une telle jurisprudence, le tribunal civil de la Seine a alloué récemment des dommages-intérêts à une personne qui avait été obligée de subir l'amputation d'une jambe à la suite d'une opération esthétique d'amincissement de ce membre ⁽¹²⁾. On relève notamment dans le jugement: « Attendu que l'opération pratiquée a été entreprise... non pour remédier à un état pathologique défectueux... mais uniquement dans le dessein de corriger une imperfection physique, d'ailleurs relative.

En matière sportive, il existe également des hypothèses où le sport peut être détourné de son but social alors que toutes les règles du jeu sont observées. Aussi M. Pierre Garraud, dans son article sur les sports et le droit pénal, pose cette question: le sport reste-t-il licite lorsqu'il a pour but immédiat d'enseigner ou d'apprendre des procédés de réalisation d'actes certainement délicieux ?

Doit-on par exemple considérer comme licite l'enseignement de l'escrime à l'épée ou du tir au pistolet pratiqué en vue de l'exclusive préparation au duel ? Il est bien difficile de donner une solution. Celui qui pra-

(11) Les deux arrêts, quoique rendus sur le terrain civil, s'appuient sur l'idée de faute telle qu'elle ressort de l'article 320 du C. pénal.

(12) Jugement du 25 février 1929.

tique de tels exercices ne poursuit pas sans doute un but final social, mais il développe néanmoins son adresse ou sa force physique. Le développement physique constitue alors un simple but moyen. N'est-ce pas une cause de justification suffisante d'autant plus qu'il peut être extrêmement difficile de distinguer le but final et le but moyen de culture physique ?

L'analyse des violences sportives et médicales nous révèle donc que la notion de but social est étroitement unie à celle de fait justificatif.

L'union de ces deux idées apparaît également dans d'autres hypothèses que nous nous contenterons de citer brièvement. Il est d'ailleurs à remarquer que dans ces hypothèses de même qu'en matière médicale et sportive, la permission de la loi constitue la condition nécessaire à l'existence du fait justificatif, mais cette permission n'est donnée qu'en raison du but social poursuivi par l'agent.

Sont justifiées les violences légères exercées par des parents ou des maîtres sur la personne de leurs enfants ou de leurs élèves, en vertu du droit de correction ou de discipline qui leur appartient ⁽¹³⁾. Le droit de correction fondé sur le but social d'éducation que poursuivent les parents et les maîtres serait excédé lorsque ceux-ci dépassent les limites de la violence légère.

De même, la loi du 29 juillet 1881, article 41, §§ 1 et 2, et la loi du 16 juillet 1875, article 13, excluent du domaine de la répression, en raison du but social pour-

(13) Cass., 17 déc. 1819. R. D. Crimes et Délits sur les personnes. n° 169, 18 janvier 1889; S. 1889, I, 234. 4 décembre 1908; S., 1910, I, 160.

suivi, les propos ou écrits injurieux ou diffamatoires tenus ou produits par un plaideur ou son défenseur devant les tribunaux, par un représentant législatif devant les chambres.

De même encore le délit de détention de faux poids ou de fausses mesures, prévu à l'article 4 de la loi du 1^{er} août 1905, bénéficie d'une cause de justification lorsque la détention a eu lieu avec un motif légitime ⁽¹⁴⁾.

Il est enfin à observer que les auteurs de tapages et bruits injurieux ou nocturnes provenant de l'exercice d'une profession autorisée ne tombent pas sous le coup de l'article 479⁸ du Code pénal sanctionnant le tapage nocturne et injurieux. Le but social et économique du travail fait disparaître la contravention. De nombreux arrêts ont été rendus en la matière. Nous citons le plus récent. Le 18 janvier 1929 la Cour de Cassation a décidé que le constructeur d'appareils de T. S. F. qui était obligé de faire fonctionner ceux-ci, certains soirs, pour les mettre au point ne tombait pas sous le coup de l'article 479⁸ du Code pénal, car le bruit produit par le fonctionnement de ces appareils était la conséquence d'une nécessité professionnelle ⁽¹⁵⁾.

Nous pouvons donc conclure que l'idée de mobile et plus spécialement de mobile social, « le motif légitime », ainsi que le déclare M. Roux ⁽¹⁶⁾, explique la plupart des faits justificatifs. C'est une manifestation de la spiritualisation croissante de notre droit pénal.

(14) Cass. crim., 6 juillet 1895. D. P., 1895, I, 517.

(15) G. P., 1920, I, 291.

(16) J.-A. Roux, « Cours de Droit criminel français », t. I., Droit pénal, p. 204.

Conclusions

I. — *Difficultés que présente l'introduction de la notion de mobile en droit pénal*

Il résulte de cette étude que l'idée de mobile pénètre de plus en plus notre législation et notre jurisprudence criminelles. C'est un reflet de l'évolution du droit répressif qui, concret à son origine, tend à devenir abstrait et moral. Il faut en effet que l'homme sache s'analyser et porter des jugements de valeur sur les actions humaines pour n'apprécier un acte qu'après avoir pénétré la psychologie de son auteur. L'étude de la personnalité du délinquant apparaît alors comme étroitement liée à tout problème pénal et plus spécialement aux problèmes de la pénalité et de l'incrimination.

La notion de mobiles individuels, centre même de toute étude sur la personnalité morale, est d'ailleurs fort complexe. Les mobiles sont en effet, en premier lieu, essentiellement variés. Les auteurs d'un même acte matériel peuvent obéir à des mobiles absolument différents qui se divisent eux-mêmes en deux grandes caté-

gories, les mobiles moyen et les mobiles but. La mise en œuvre des premiers réalise l'enchaînement de nos actes, tandis que les seconds constituent la manifestation de notre libre arbitre. Les mobiles moyens sont donc au service des mobiles but, et de leur union naît précisément la liberté humaine.

Tous les peuples ne peuvent, en second lieu, avoir la même conception de la valeur morale des mobiles, car les règles d'éthique qui régissent la conduite humaine sont loin d'être uniformes et dans le temps, et dans l'espace.

Les différents arrêts que nous avons examinés nous fournissent la preuve des difficultés d'analyse qu'offre la notion de mobiles.

Notre jurisprudence a parfois confondu les notions de mobiles et d'intention.

Elle a d'autre part appliqué parfois avec maladresse les textes législatifs qui font de la notion de mobile l'un des éléments constitutifs de certaines infractions.

Il est d'abord des cas où nos tribunaux n'ont pas donné une exacte définition de la notion de but qu'ils avaient à mettre en œuvre. Hésitant à s'engager trop avant sur le domaine spirituel, ils ont essayé de porter l'idée morale sur un plan matériel. Plusieurs exemples peuvent être donnés :

Ainsi notre jurisprudence a transformé le but de propagande anarchiste en but de violence, elle est allée jusqu'à admettre que la simple violence objective suffisait à constituer le but de propagande anarchiste, c'est donc remplacer l'idée essentiellement abstraite d'anarchie par l'idée beaucoup plus matérielle de violence et per-

dre de vue la notion de but; il suffit en effet que la provocation réalisée ait donné lieu à un état de violence pour que la loi répressive puisse jouer, peu importe donc que le prévenu ait voulu réaliser un état de violence ou que cet état se soit produit à son insu, le but qu'il a poursuivi n'est donc pas pri en considération, il est remplacé par la notion très matérielle de violence objective.

De même nos tribunaux ont souvent confondu l'idée abstraite de but de spéculation illicite et la notion matérielle de prix au-dessus ou au-dessous des cours.

Ils ont donc tendance à éviter l'analyse psychologique et à rechercher dans des indices matériels une présomption de l'idée de but sans procéder à l'examen de l'idée même. Nos juridictions pénales « mécanisent » l'élément moral des délits comportant le but comme élément constitutif.

Nos tribunaux ont, d'autre part, souvent confondu le mobile but et ce mobile moyen constatant que dans certaines espèces l'interprétation stricte de l'idée de certaines espèces l'interprétation stricte de l'idée de mobile but mettrait obstacle à une répression efficace, ils essayent de parer à ce résultat. Le mobile but strictement interprété a en effet le sens de but final, c'est le terme final de l'activité du prévenu qui est pris en considération. Or, ce terme final peut souvent être indéfiniment reculé, un prévenu peut prétendre que le but dont fait mention le texte visé par le ministère public n'est pas le but final qu'il a poursuivi, mais a constitué seulement le but moyen lui ayant permis d'atteindre le terme final de son action. Le vendeur d'appareils anticonceptionnels peut ainsi soutenir que la propagande anticonceptionnelle n'a été pour lui qu'un moyen de réaliser un

but final commercial. Le médecin qui s'est livré à une propagande anticonceptionnelle peut affirmer que son action a été dictée par un but final médical. De même l'auteur du délit d'atteinte au crédit de l'Etat peut prétendre que le terme final de son activité a été commercial ou politique, la dépréciation du franc n'ayant été pour lui qu'un moyen de parvenir à cette fin. L'interprétation stricte du but final risque donc de paralyser la répression. Mais nous avons pu constater que nos tribunaux avaient essayé de parer à ce résultat en confondant but final et but moyen et en faisant de celui-ci une condition suffisante, permettant d'assurer la répression.

La jurisprudence qui a opéré cette confusion a sans doute été inspirée par des besoins pratiques, mais elle n'en reste pas moins critiquable. Elle est en effet contraire aux textes législatifs qui se réfèrent à la notion de but final et non à celle de moyen, toute interprétation extensive de l'incrimination est prohibée comme corollaire de la règle fondamentale *nulla pœna sine lege*. Des auteurs tels que MM. Pierre Garraud et André Henry se sont d'ailleurs livrés à la critique de l'interprétation jurisprudentielle (1).

D'autre part, confondre ainsi le but final et le but moyen conduit souvent le juge à ne faire aucune distinction entre une infraction à éléments finalistes et une infraction simplement intentionnelle. Il est en effet souvent difficile de discerner la supériorité de la notion de but moyen sur celle d'intention pure et simple. Ainsi,

(1) Note de M. P. Garraud, S. I., 1927, p. 1210. Note de M. A. Henry, I, 167.

existe-t-il véritablement une différence entre ces deux concepts juridiques « est puni... celui qui a réalisé une propagande anticonceptionnelle » et « est puni... celui qui a réalisé une propagande en poursuivant un but « moyen » anticonceptionnel ? » La différence n'apparaît pas, dans l'un et l'autre cas le prévenu a appliqué sa volonté à la réalisation d'une propagande anticonceptionnelle. La notion de but moyen n'apporte donc aucun élément nouveau, seule l'idée de but final permettrait de modifier la physionomie de l'infraction.

II. — *La notion de mobile* *et les nouvelles législations pénales*

Si nos tribunaux ont souvent donné une interprétation maladroite de la notion des mobiles on ne doit pas en conclure que cette notion ne peut être utilement employée. Il importe simplement de modifier l'orientation législative.

Notre législation a voulu introduire l'idée de mobile et de but comme élément constitutif de certaines infractions. Il semble que ce soit une erreur, car le souci de la répression et l'hostilité du juge pénal à l'égard des analyses psychologiques approfondies déterminent nos tribunaux à porter sur un plan matériel l'appréciation d'infractions d'ordre essentiellement moral.

L'intervention du mobile en droit pénal ne doit donc pas nuire à la répression et le juge criminel qui a pour

mission de faire vivre le Droit en dehors des discussions essentiellement théoriques ne doit procéder qu'à un travail psychologique simple, étroitement uni à la réalité vivante. C'est pourquoi il est préférable d'introduire la notion de mobile en droit pénal comme élément de pénalité, plutôt que de l'introduire comme élément d'incrimination. La qualité du mobile ne doit pas influencer sur le principe même de culpabilité, elle doit simplement permettre au juge de faire varier le taux ou la nature de la peine.

Cette tendance apparaît dans plusieurs codes pénaux et projets législatifs récents.

A. — Certains codes et projets disposent que pour toute infraction la peine peut varier entre un maximum et un minimum et selon que le prévenu aura agi en considération de mobiles odieux ou honorables le juge appliquera une peine plus ou moins élevée.

En 1921, le Professeur Enrico Ferri, l'un des maîtres les plus autorisés de l'école positiviste, auteur de la « Sociologie criminelle », président d'une commission de réforme des lois pénales italiennes, présenta à l'agrément du ministre de la justice un projet de Code pénal (2). Ce projet contient les dispositions suivantes sur le sujet qui nous occupe :

ART. 20. — La sanction sera appliquée au criminel selon son état de danger et dans les limites fixées par la loi.

Le degré de cet état de danger sera déterminé en base à la gravité et à la modalité du fait délictueux, aux motifs déterminants et à la personnalité du criminel.

ART. 21. — Les circonstances indiquant chez le criminel un état de danger plus grave... sont...

5° Le fait d'avoir agi pour des mobiles ignobles ou futiles...

ART. 22. — Les circonstances indiquant un état de danger moins grave chez le criminel... sont...

2° Le fait d'avoir agi pour des motifs excusables ou d'intérêt public...

De même le projet du nouveau Code pénal hellénique ⁽³⁾ contient les dispositions suivantes :

ART. 63. — Le tribunal, en déterminant la mesure de la peine dans les limites prescrites par la loi, doit tenir compte de toutes les circonstances motivant une peine plus forte ou plus douce, notamment... du degré de l'intention criminelle se manifestant dans l'acte, et pour la juste appréciation de celui-ci, il doit être tenu compte des mobiles qui ont déterminé la perpétration de l'acte, de la cause, du but poursuivi par l'inculpé...

De même encore l'avant-projet du Code pénal tchécoslovaque ⁽⁴⁾ présenté au public en 1925 dispose :

ART. 64. — Le tribunal fixe la peine dans les limites du taux légal d'après la culpabilité. En même temps, il doit tenir compte du mobile de l'acte, du danger présenté par le délinquant.

(2) Voir traduction due au Ministère de la Justice italienne, traduction imprimée à Rome, à l'imprimerie « L'Universelle ».

(3) Voir *Revue de Droit pénal et de Criminologie* de mars 1927.

(4) Traduction française éditée par l'Association tchécoslovaque de Droit pénal. Editions « Orbis », à Prague.

ART. 42. — Pour l'application de la peine les juges doivent considérer... les qualités des motifs déterminants du délit...

Le Code pénal argentin (1921) contient enfin cette disposition :

B. — Pour d'autres législations le mobile honorable est une excuse légale atténuante qui permet au juge d'abaisser la peine au-dessous du minimum légal ⁽⁵⁾, tandis que le mobile odieux est une cause d'aggravation permettant de prononcer une peine supérieure à celle du maximum légal. Ainsi le projet de Code pénal cubain, dont la rédaction est due au Docteur Fernando Ortiz, contient le texte suivant :

ART. 55. — ...Bénéficie des circonstances atténuantes...

12° L'acte fait en cédant à un mobile socialement honorable ou d'intérêt public, ou à un idéal altruiste suivi avec ferveur.

De même dans le projet suisse de 1909 les mobiles honorables sont considérés comme causes d'atténuation.

Le nouveau projet italien de droit pénal (projet Alfred Rocco), d'inspiration fasciste ⁽⁶⁾, contient les dispositions suivantes :

(5) Dans notre Droit français, le mobile peut être considéré comme une circonstance atténuante et non comme une excuse légale. Aucun texte pénal ne dispose, en effet, que le mobile honorable est une cause de diminution de peine, mais les causes d'application des circonstances atténuantes, laissées à l'appréciation des juges peuvent être tirées de la qualité des mobiles.

(6) « La Réforme pénale en Italie », par Henry. G. I., Maas Geesteranus, 1929, contient le commentaire de ce projet.

Constitue une circonstance aggravante, le fait « d'avoir agi pour des motifs abjects, pervers et futiles » (ART. 62).

Constitue une circonstance atténuante, le fait « d'avoir agi pour cause d'honneur ou pour d'autres motifs d'une valeur morale ou sociale particulière » (ART. 64).

Il est particulièrement important de signaler que les deux projets italiens — projet Ferri, projet Rocco — prennent l'un et l'autre en considération les mobiles comme éléments d'aggravation ou d'atténuation de la peine, alors qu'ils sont d'inspirations absolument différentes, le premier projet est essentiellement positiviste, tandis que le second est fasciste et spiritualiste. L'idée de mobile en droit pénal est donc l'un des points d'accord de l'école classique et positiviste, ainsi que nous l'avons signalé au début de cette étude (7).

Tous ces systèmes postulent que le droit pénal occupe une place importante dans la vie judiciaire d'un pays, or on ne fera véritablement de la psychologie pénale en France que du jour où nos magistrats ne considéreront plus le droit civil comme le domaine réservé à l'analyse

(7) Nous citons pour mémoire (v. Introduction), deux autres procédés juridiques qui permettent au juge de modifier les pénalités en raison des mobiles. C'est le pardon judiciaire et le système des peines parallèles. Le projet Ferri admettait d'ailleurs que le pardon judiciaire pouvait être accordé en raison de la nature des mobiles. L'article 78 disposait en effet que « ...le juge, s'il y a concours d'au moins une des circonstances d'état de danger moins grave, peut accorder la suspension, durant une période de 5 à 10 ans de l'exécution de la condamnation... ». Or, comme nous l'avons vu, le fait « d'avoir agi pour des motifs excusables ou d'intérêt public » est une circonstance d'état de danger moins grave.

psychologique et où ils voudront voir en tout délinquant un homme dont la personnalité morale doit être étudiée tout autant que le texte législatif qu'il a inobservé.

Vu :

Le 22 Mai 1929.

Le Président de la Thèse,
GARRAUD.

Vu :

Le 22 Mai 1929.

Le Doyen,
L. JOSSERAND.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 22 Mai 1929.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,

Pour le Recteur et par délégation :

Le Vice-Président de l'Université :

L. JOSSERAND.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION. — 1. L'action criminelle.....	9
2. La spiritualisation du droit pénal.....	14
3. Les mobiles de notre droit pénal. Plan..	16
PREMIÈRE PARTIE. — Mobiles individuels comme élément de l'appréciation judiciaire de la culpabilité et de la ténacité de l'agent..	19
1. La pénalité et la notion de mobiles.....	22
2. La culpabilité et la notion de mobiles....	22
3. La notion de mobiles et la théorie de la fraude à la loi.....	31
DEUXIÈME PARTIE. — Mobiles individuels dans la notion légale et judiciaire de l'infraction politique, distinction des infractions poli- tiques et de droit commun.....	35
TROISIÈME PARTIE. — Le but défini comme élément moral de l'infraction dans certains textes..	47
<i>Chapitre Premier.</i> — L'idée de mobile et de but dans le code pénal.....	49
<i>Chapitre II.</i> — L'idée de but et la loi du 28 juil- let 1894 sur la propagande anarchiste...	55
<i>Chapitre III.</i> — L'idée de but et les délits d'alté- ration de prix.....	71

<i>Chapitre IV.</i> — L'idée de but et la loi du 31 juillet 1920 réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle.....	92
<i>Chapitre V.</i> — L'idée de but et la loi du 12 février 1924 réprimant les atteintes au crédit de l'Etat.....	103
<i>Chapitre VI.</i> — La notion de but dans d'autres textes législatifs.....	113
<i>Annexe.</i> — Projet législatif en préparation....	115
QUATRIÈME PARTIE. — Le but social comme fait justificatif.....	117
CONCLUSIONS. — 1. Difficultés que présente l'introduction de la notion de mobile en droit pénal.....	129
2. La notion de mobile et les nouvelles législations pénales.....	133

